

UNIVERSITE ABDERRAHMANE MIRA DE BEJAIA
FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES, SCIENCES COMMERCIALES ET DES SCIENCES
DE GESTIONS
DÉPARTEMENT DES SCIENCES ÉCONOMIQUES

MÉMOIRE

En vue de l'obtention du diplôme de

MASTÈRE EN SCIENCES ÉCONOMIQUES

Option : Économie de Développement

THÈME

LA CROISSANCE ECONOMIQUE ET LA PAUVRETE : CAS DE L'ÉCONOMIE ALGERIENNE

Présenté par : YAYA ABDELOUHAB ET SAADAOUI BOUALAM

Sous la direction du : SOUMAN Mohand Ouidir

Devant le jury composé de : ..

2019/2020

Remerciements

Remerciement

En tout premier lieu, on remercie le bon dieu tout puissant, de nous avoir donné la force pour survivre, ainsi que l'audace pour dépasser toutes les difficultés.

Notre plus grande gratitude va à notre encadreur Monsieur Suman, pour sa disponibilité permanente, la confiance qu'il nous a accordé, et ses précieux conseils qui nous ont de mener à bien ce travail.

Nos remerciements s'adressent à tous nos enseignants de la faculté des sciences économiques, pour leur encouragement.

Nous remercions également, les membres du jury qui ont accepté d'évaluer ce modeste travail.

Rida & Bassem

DEDICACES

Je dédie ce modeste travail à

*Ma mère et à mon père, qui m'ont enseigné la conscience et
la raison ;*

A ma chère Femme

*Mon frère Farés mes sœurs Nassima, Katia, Liza, Sissa et
toute sa famille ;*

A mon petit cher Mayas

*Mes amies et toutes personnes qui m'ont aidé de près ou de
loin*

Rida

DEDICACES

Je dédie ce modeste travail à

*Ma mère et à mon père, qui m'ont enseigné la conscience et
la raison ;*

Boualem

SOMMAIRE

Introduction générale.....	1
Chapitre 1 : La croissance économique : définition, concepts de base et théories.....	4
Section 1 : La croissance économique : définitions et concepts.....	5
Section 2 : Le Modèle de croissance exogène.....	15
Section 3 : Les modèles de croissance endogène.....	21
Chapitre 2 : La Pauvreté : Concepts et fondements théorique.....	30
Section1 : Généralité sur la pauvreté : définitions et typologie.....	30
Section 2 : La pauvreté ; typologie, polysémie et aspects	37
Section 3 : Les indicateurs de la pauvreté	42
Section 4: Théories économique de la pauvreté.....	47
Chapitre 3 : Croissance et pauvreté en Algérie: étude empirique.....	60
Section 1 : Croissance économique et pauvreté revue de la littérature.....	61
Section 2 : Méthodologie de la régression	66
Section 3 : Estimation et résultats: le modèle ARDL.....	71
Conclusion générale.....	74

Introduction générale

L'un des sujets qui suscitent un intérêt scientifique en économie internationale reste l'étude de la relation ou l'analyse de l'influence de l'ouverture de l'économie sur le sentier de la croissance d'une économie particulièrement une économie en phase de transition vers le développement.

Beaucoup d'économistes admettent que la croissance économique est liée à des facteurs macroéconomiques: le capital physique, humain et la technologie... (Solow 1956, Romer 1986 et Lukas 1988). Dès lors de nombreuses théories économiques ont émergé pour expliquer l'écart de revenu entre les pays par des différences de dotation dans ces facteurs.

Au cours de ce siècle, la volonté de la communauté internationale à combattre la pauvreté est sans relâche. Depuis septembre 2000, l'assemblée générale de l'ONU entérine la lutte contre la pauvreté comme l'un des objectifs prioritaires des pays en développement¹. Pourtant, la lutte contre la pauvreté n'a pas été toujours centrale dans les stratégies des institutions internationales. Dans les années 50 et 60, avec le développement des théories sur la croissance, la problématique de la pauvreté est accessoirement liée à celle de la croissance. Pour lutter contre la pauvreté, les pays en développement sont invités à adopter des politiques économiques permettant d'atteindre un certain niveau de croissance, qui finit par profiter à tous (trickle down effects), et réduire naturellement la pauvreté (Rostow, 1963) et les inégalités (Kuznets, 1955).

En Algérie, les réformes économiques ont eu des conséquences dramatiques (dû à une chute vertigineuse du niveau général de l'emploi) sur les conditions de vie de larges couches de populations. La forte baisse des revenus, le chômage et l'érosion du pouvoir d'achat conduisent à l'appauvrissement de la population. L'impasse à laquelle a abouti le pays laisse persister des déséquilibres et des disparités entre sexe, entre régions, entre urbain et rural, entre couches sociales. La lutte contre la pauvreté n'est pas une solution toute faite. La décentralisation, les mouvements de la société civile, la participation populaire, les partenariats lancés par les pouvoirs publics sont autant d'actions internes qui peuvent contribuer à la réduction de la pauvreté. L'objectif de ce papier est de tenter de montrer que la pauvreté demeure le paradoxe du développement et l'éternel défi mondial.

La pauvreté n'est pas seulement une condition difficile mais un processus multidimensionnel très complexe. Lipton et Ravallion (1995) et Sen (1999) précisent « qu'elle

se caractérise habituellement par la privation, la vulnérabilité et l'impuissance » (1), enfin toutes les conditions qui s'opposent au bien-être. La pauvreté peut être absolue ou relative, passagère ou chronique. Cependant, une pauvreté passagère et absolue peut aller dans la durée et par conséquent prendre plusieurs générations dans son piège.

Pour comprendre la pauvreté, il est essentiel d'en examiner le contenu économique et social. Des études menées par la Banque Mondiale montrent que la pauvreté diffère selon le sexe, l'âge, le milieu (rural et urbain) et la source de revenus des populations touchées par ce phénomène. Au niveau des ménages, souvent, ce sont les enfants et les femmes qui en souffrent plus que les hommes et les pauvres ruraux plus que les pauvres urbains. Les rapports entre pauvreté, croissance économique et distribution du revenu ont fait l'objet d'études approfondies sur le développement économique.

La pauvreté chronique peut nuire aux perspectives de croissance économique(2), de même, une distribution "très inégale du revenu n'est propice ni à la croissance économique, ni à la réduction de la pauvreté. Il ressort de la croissance économique, que si les pays se dotent d'investissement et de structures permettant l'amélioration de la santé et de l'éducation, ceci débouchera sur une hausse des revenus qui profitera doublement aux pauvres: amélioration de leur consommation actuelle et de leur revenu futurs.

Le phénomène de pauvreté a toujours été une réalité dans la société algérienne. Ce phénomène n'occupait pas le devant de la scène car considéré pendant longtemps comme un sujet tabou. Ce n'est qu'à partir des années 90 que ce phénomène connaît une certaine « reconnaissance » avec la détérioration notable des conditions de vie des Algériens notamment avec la grande crise économique qui a secoué le pays. Cependant, les études concernant la mesure de la pauvreté proprement dite et de ses profils sont peu nombreuses et souffrent d'importantes insuffisances

Problématique : La question à laquelle il sera tenté de répondre dans ce travail est de savoir quelle est l'impact de la croissance économique et la pauvreté en Algérie ?

Pour répondre à cette question, nous devons poser plusieurs questions secondaires ;

- Qu'est ce que la croissance économique et quelles sont ses aspects et modes ?
- Qu'est ce que la pauvreté et quels sont ses indicateurs et ses théories de base ?
- Quel est le lien entre la croissance et la pauvreté en Algérie ?

Afin de réaliser notre travail, nous avons suivi un plan composé de trois chapitres ;

Le premier chapitre est consacré pour des définitions et des concepts généraux sur la croissance économique et les modèles de cette croissance. Le deuxième chapitre ayant pour fin de définir la pauvreté avec ses aspects et types, ainsi ses théories économiques. Le troisième et dernier chapitre visant à déterminer le lien entre la croissance économique et la pauvreté en Algérie.

Chapitre I : La croissance économique ; définitions, concepts de base et théorie

Introduction

Repenser la croissance était le sujet bien fort que tous les présents thèmes qui occupent l'esprit des économistes, des politiciens et tout individu qui contribue au développement de son pays. Depuis des siècles, les économistes s'interrogent sur ce qu'ils savent vraiment de la croissance et sur la meilleure manière de définir une politique économique en l'absence de modèles fiables.

Pour les économistes du développement des années 50 et 60, la croissance était un processus complexe de transformation économique, sociale et politique. De nouveaux concepts ont alors été forgés pour rendre compte de certaines de ses dimensions : l'« économie duale » et le « surplus de chômage » de Lewis ; le « capital humain » de SCHULTZ ; la théorie des « stades de développement », le « décollage » et le « rattrapage » de GERSCHENKRON et ROSTOW ; et le « structuralisme » de SEER, PREBISH ET HIRSCHMANN.

A la fin des années 80 et au début de la décennie suivante, en revanche, les spécialistes ont conclu plus simplement que la clé de la croissance consistait à mettre en place des politiques nationales appropriées. Que le pays soit enclavé ou instable ou en transition, quelles que soient leurs histoire, leurs économie politique ou leurs institutions locales. Les ingrédients d'une bonne politique économique restaient les mêmes : réduction des déficits budgétaires, des droits d'importation et des restrictions au commerce et aux flux de capitaux internationaux, et contribution accrue des marchés à l'affectation des ressources.

L'accélération de la croissance économique est la grande priorité des responsables politiques du monde entier. En général, les économistes leur assurent que la discipline sur le plan macroéconomique, les réformes structurelles axées sur la concurrence et la flexibilité, et la mise en place des institutions solides sont les trois piliers de prospérité. Mais est ce que le fait d'en parler davantage et de rassembler des données et des connaissances détaillées pour appuyer leurs conseils que les responsables vont atteindre une croissance dite équilibrée. Pour en savoir de plus, nous devons démythifier la problématique de la croissance afin de comprendre ses ressorts.

Tout d'abord nous revenons sur une vaste étude récente faite par la banque mondiale selon laquelle il n'existe pas de recette unique et universelle pour guider les décideurs en matière de croissance, contrairement à ce que croyaient les économistes pendant les années 50 et 60, avant de commencer d'avoir des doutes vers la fin des années 80 et au début des années 90. L'étude de la banque mondiale recommande d'abandonner les formules simples et la recherche toujours déçue de « pratiques optimales » au profit d'une analyse économique plus approfondie de ce qui, dans chaque pays, fait obstinément obstacle à la croissance. Cette idée est défendue par RICARDO HAUSMANN, DANI RODRIK et ANDRES VELASCO, de l'université Harvard. Selon eux, il est primordial de distinguer les réformes indispensables à la croissance de celles qui sont simplement souhaitables pour des questions d'efficacité. Nous rendons aussi compte aux études faites par le FMI qui s'appuient sur de nouvelles méthodes d'analyse pour aider les décideurs des pays en développement soucieux de doper la croissance pour faire reculer sensiblement la pauvreté et à chercher les moyens d'entretenir et d'accélérer la croissance.

Il y a lieu de signaler que même les pays développés se soucient aussi de la croissance malgré qu'ils connaissent la plus part du PIB mondiale, car tout au long des années écoulées confrontées aux crises leurs croissance connaît des ralentissements pour avoir par la suite un redémarrage timide. Pour cela ils cherchent toujours comment pourraient relancer l'activité ce qui stimulerait la productivité, meilleure source de la croissance dans toutes les économies.

Section 1 : La croissance économique : définitions et concepts

La croissance économique c'est un phénomène centrale qui occupe la curiosité et la réflexion des économistes depuis le père fondateur ADAM SMITH (1776) jusqu'aux économistes contemporaines (J. STEGLITZ ; AGHION, 1992, 2000). Pour cette raison, les économistes développent plusieurs définitions distinguées du concept de la croissance dû principalement à la divergence des hypothèses et les postulats de base. On va voir au prime à bord c'est quoi la croissance économique ? Quelles sont ses sources ? Comment la calculée et quels sont les enjeux liés à sa mesure ?

1.1. Bref historique

L'économie¹ est née lorsque certaines personnes posent des questions comme : comment la société peut-elle améliorer son niveau de vie? Quelles sont les conditions de prospérité?

¹ Le concept économie, ici, signifie la science économique.

Ces questions définissent l'essence de la théorie de la croissance économique. Il n'est pas étonnant que, dans le monde occidental, ils ont été élevés - *plutôt timidement* - à la fin de la renaissance seulement, par BOTERO (1589, 1598), puis par SULLY (1639) et CHILD (1668). Pourquoi pas plus tôt? Parce que l'économie, comme toute science, est fondée sur l'observation; Aucun signe de croissance n'a jamais eu lieu au moyen-âge et comment aurait-il pu, après les guerres sans fin et les fléaux qui ont ravagé l'Europe, en particulier au quatorzième siècle? Ces temps n'avaient aucun espoir, et il aurait fallu un penseur audacieux pour s'occuper de la question du développement. Comme l'a dit très bien l'historien français Pierre Gaxotte, *«l'homme du moyen âge ne connaît pas le temps et les chiffres»*².

Il n'est donc pas surprenant que nous devons à la civilisation Musulman la première description complète des causes fondamentales de la croissance. Dans son ouvrage *EL-MUQADDIMAH* (Les Prolegomènes à l'Histoire Universelle (1377), l'historien musulman **IBN KHALDOUN** s'est approfondi encore et s'est engagé à expliquer les causes de la montée et du déclin des civilisations. C'est un bon endroit pour rappeler ce qu'ARNOLD TOYNBEE a à dire au sujet d'IBN KHALDUN:

*“He appears to have been inspired by no predecessors, and to have found no kindred souls among his contemporaries, and to have kindled no answering spark of inspiration in any successors; and yet, in the Prolegomena (Muqaddimah) to his Universal History he has conceived and formulated a philosophy of history which is undoubtedly the greatest work of its kind that has ever yet been created by any mind in any time or place”*³.

La contribution d'IBN KHALDOUN englobe non seulement la description du processus de croissance, mais aussi ce qui doit être fait pour la mettre en mouvement, c'est-à-dire, ce qu'on appelle aujourd'hui, la politique économique. Son essai n'est donc pas seulement positif ou descriptif, il est ainsi normatif, comme il partage cette caractéristique avec le fameux livre d'ADAM SMITH sur la richesse des nations quatre siècles plus tard en 1776.

Depuis cette époque remarquable dans les sciences sociales, dont, la science économique est née ainsi devenu indépendante, les économistes, successeurs ont, en quelque sorte, toujours su que la croissance économique est importante. Pourtant, au cœur de la

²OLIVIER DE LA GRANDVILLE, (2009), “Economic Growth: A unified approach”, Cambridge University Press, New York. P. 1.

³ARNOLD TOYNBEE, (1934), “A Study of History”, Royal Institute of International Affairs and Oxford University Press, Vol. III, p. 321.

discipline, l'étude de la croissance économique a patienté après la fin des années 1960. Puis, après une période de deux décennies, cette recherche est encore de nouveau vigoureuse à la fin des années 1980. La nouvelle recherche a commencé avec des modèles de détermination de la croissance à long terme, ce qu'on appelle maintenant la théorie de la croissance endogène. D'autres recherches récentes ont étendu l'ancien modèle de croissance néoclassique, en particulier pour mettre en évidence les implications empiriques pour la convergence dans les économies. Alors que le début de la croissance pessimiste à la fin du 18^{ème} siècle, cette époque de croissance est bien défini par l'économiste britannique MALTHUS, il a mis en évidence la relation entre la population et la surface terrienne, pour lui c'est le facteur le plus déterminant du niveau de vie des gens.

1.2. Pourquoi s'intéresser à la croissance ?

Pour l'économiste et le prix Nobel en 1972, JAMES TOBIN, la croissance économique ce n'est qu'une question de comparaison entre deux périodes, présent et future, « *Le problème de la croissance n'a rien de neuf : les économistes ont toujours tenté de comparer présent et avenir* »⁴. On suit la démarche de l'économiste JAMES TOBIN dans, un sens de réfléchir à l'importance de la croissance économique, nous commençons par évaluer la performance à long terme de l'économie américaine⁵. Le produit intérieur brut réel par habitant (PIB) aux États-Unis a progressé de 10, passant de 3340 \$ en 1870 à 33 330 en 2000, tous mesurés en dollars de 1996. Cette augmentation du PIB par habitant correspond à un taux de croissance de 1,8% par an. Cette performance a donné aux États-Unis le deuxième niveau le plus élevé de PIB par habitant dans le monde en 2000 (après le Luxembourg, un pays d'une population d'environ 400 000 seulement)⁶.

Pour apprécier les conséquences de différences apparemment minimales dans les taux de croissance lorsqu'ils sont composés sur de longues périodes de temps, nous pouvons calculer le niveau du PIB par habitant des États-Unis en 2000 s'il avait augmenté depuis 1870 avec un rythme de 0,8% par an, un point de pourcentage par année inférieur à sont aux réel. Un taux de croissance de 0,8% par an est proche du taux expérimenté à long terme - de 1900 à 1987 - en Inde (0,64% par an), le Pakistan (0,88% par an) et les Philippines (0,86% par an). Si les

⁴MANKIW, G.N, (2013) : « Macroéconomie », De Boeck, Bruxelles, Belgique, P. 239.

⁵ L'exemple de l'économie américaine, nous permet de clarifier l'importance de la croissance économique, pour une période jusqu'à 2000.

⁶ Les données expérimentées ici, sont issus de HESTON, ALAN, ROBERT SUMMERS, AND BETTINA ATEN (2002), "Penn World Table Version 6.1". Center for International Comparisons at the University of Pennsylvania (CICUP), October. <http://dc1.chass.utoronto.ca/pwt/>

États-Unis avaient commencé en 1870 avec un PIB réel par habitant de 3340 \$ et qu'ils avaient alors augmenté de 0,8% par année au cours des 130 prochaines années, leur PIB par habitant en 2000 aurait été de 9450 \$, soit 2,8 fois la valeur en 1870 et 28 pour cent de la valeur réelle en 2000 de 33 330 dollars. Puis, au lieu de se classer deuxième au monde en 2000, les États-Unis auraient classé 45ème sur 150 pays avec des données. En d'autres termes, si le taux de croissance avait été inférieur de seulement 1 point par an, le PIB par habitant américain en 2000 aurait été proche de celui du Mexique et de la Pologne.

Supposons, un deuxième scénario, que le PIB réel par habitant des États-Unis a augmentée depuis 1870 avec un rythme de 2,8 % par an au lieu de 1.8 % avec 1 point de pourcentage par an supérieur à la valeur réelle. Ce taux de croissance plus élevé est proche de ceux expérimentés à long terme par le Japon (2,95% par an de 1890 à 1990) et à Taiwan (2,75 % par an de 1900 à 1987). Si les États-Unis avaient encore commencé en 1870 avec un PIB par habitant de 3340 \$ et qu'ils avaient alors augmenté de 2,8 % par an au cours des 130 prochaines années, leur PIB par habitant en 2000 aurait été de 127 000 à 38 fois la valeur en 1870 et 3,8 Fois la valeur réelle en 2000 de 33 330 \$. Un PIB par habitant de 127 000 \$ est bien en dehors de l'expérience historique de n'importe quel pays et peut, en fait, être infaillible. Nous pouvons cependant dire que la poursuite du taux de croissance à long terme des États-Unis de 1,8 % par an implique que les États-Unis n'atteindront pas un PIB par habitant de 127 000 \$ jusqu'en 2074⁷.

D'après cette analyse, nous pouvons tirer des conclusions sur le rôle de la croissance économique, jusqu'ici, deux conclusions majeures :

- ✓ Le PIB réel par habitant d'une nation ou d'une société, qui sert comme un indicateur proxy du bien être selon un consensus de la théorie de développement, dépend en grand partie du rythme de la croissance de l'économie en question. En d'autre terme, plus que la croissance économique d'un pays est forte plus que le bien-être de la population augmente, *Ceteris Paribus Sic Stantibus*⁸ ;
- ✓ Ainsi, la deuxième remarque qui souligne l'importance de la croissance est la convergence entre nation vers le même niveau de développement⁹. Un fort taux de

⁷ Aujourd'hui il ne dépasse pas les 55000\$ (en PPA), le Dixième pays riche après (Luxembourg, Norvège, Qatar, Suisse, Australie, Danemark, Suède, Saint-Marin et Singapour)

⁸ C'est-à-dire toutes choses étant égales par ailleurs, sans la prise en considération du changement des autres facteurs, comme la distribution, les rémunérations et les inégalités.

⁹ Même s'il constitue un sujet de controverses entre les économistes.

croissance soutenue pendant une long période, permet à l'économie en question de se converger vers le stade de développement plus élevé.

Malgré les divergences, dans la théorie de la croissance économique sur plusieurs segments d'analyse, comme les facteurs causals de la croissance et les politiques productrice de la croissance, nonobstant, la plupart des économistes soulignent que la croissance est un instrument puissant pour la réduction de la pauvreté¹⁰. Selon les conclusions de DEATON & DREZE (2002)¹¹, sur une étude faite pour analyser la pauvreté en Inde, il y a une réduction parfaite dans la fraction de la pauvreté chez la population indienne entre 39.1% en 1987-1988 à 12% en 1999-2000 et la réduction est très remarquable dans les régions urbaines, comme le tableau suivant, illustre.

Tableau 1.1. Réduction de la pauvreté en Inde

	1987-88	1993-94	1999-00
<i>Rural</i>			
Official estimates	39.4	37.1	26.8
Adjusted estimates:			
Step 1: Adjusting for changes in questionnaire design	39.4	37.1	30.0
Step 2: Revising the poverty lines	39.4	33.0	26.3
<i>Urban</i>			
Official estimates	39.1	32.9	24.1
Adjusted estimates:			
Step 1: Adjusting for changes in questionnaire design	39.1	32.9	24.7
Step 2: Revising the poverty lines	22.5	17.8	12.0

Source : DEATON. A & DREZE. J, (2002), "Poverty and inequality in India: A Re-Examination", Economic and Political Weekly, September, 7, p. 3730.

Pour la même période, RODRIK ET SUBRAMANIAN (2004) remarquent une accélération du rythme de la croissance du PIB par habitant¹². Une telle conclusion explique exactement la conclusion de DEATON et DREZE, selon laquelle, la réduction de la pauvreté en Inde est expliquée par l'accélération de la croissance du PIB, notamment dans la région urbain à forte concentration de l'activité économique.

¹⁰PHILIPPE AGHION & PETER HOWITT (2009), "The Economics of Growth", MIT press, Cambridge, London, England.

¹¹DEATON.A & DREZE. J, (2002), "Poverty and inequality in India: A Re-Examination", Economic and Political Weekly, September, 7, pp. 3729-3748.

¹²RODRIK ET SUBRAMANIAN (2004), "Why India Can Grow at 7 Percent a Year or More: Projections and Reflections", IMF, Working Paper, WP/04/118.

Tableau 1.2. Croissance de PIB par travailleur en Inde (1970-2000)

	1970-1980	1980-1990	1990-2000
Taux de croissance moyen	0.77	3.91	3.22

Source: PHILIPPE AGHION & PETER HOWITT (2009), “The Economics of Growth”, MIT press, Cambridge, London, England, P. 2.

1.3. La croissance économique synonyme de bien-être

Fondamentalement, les nations ou les pays ne peuvent bénéficier, à long terme, que de ce qu'elles ont pu produire, dont l'accumulation joue un rôle important. À son tour, le montant produit pendant une période donnée (par exemple, un an) peut être mesuré de point de vue macroéconomique à partir d'au moins trois approches¹³. Dans cette approche macroéconomique de la croissance¹⁴, les économistes ont développés quelques grandeurs pour analyser l'évolution de la production dans l'économie, comme le produit intérieur brut (PIB), le produit national brut (PNB), PIB par habitant.

1.3.1. Comment mesurer la croissance économique ?

La croissance économique est mesurée par les variations du produit intérieur brut (PIB). Il mesure l'ensemble de la production économique d'un pays pour l'année écoulée. Cela tient compte de tous les biens et services qui sont produits dans ce pays, qu'ils soient vendus à l'échelle nationale ou vendus à l'étranger. Il mesure uniquement la production finale, de sorte que les pièces fabriquées pour fabriquer un produit ne sont pas comptées, ce qu'on appelle la consommation intermédiaire. Les exportations sont comptées parce qu'elles sont produites dans ce pays. Les importations sont soustraites de la croissance économique, c'est-à-dire du PIB. La croissance économique est mesurée trimestriellement ou annuellement, en utilisant le PIB réel pour compenser les effets de l'inflation. Voici plus sur le taux de croissance du PIB et comment vous pouvez le calculer.

Par exemple, le PIB réel en Algérie est estimé à 424651107406,034 pour l'année 2014 contre 441212500594,869 pour l'année 2015, soit un taux de croissance de 3,89%. Comment ce taux de croissance était calculé ? Pour calculer ce taux de croissance, les économistes sont

¹³ L'approche dépense ; l'approche revenu et l'approche valeur ajouté.

¹⁴ La croissance économique est un concept fondamentalement macroéconomique, mais radicalement de fondement microéconomique, car la croissance est basée sur la valeur ajoutée que cette dernière est le travail d'une unité microéconomique, c'est-à-dire au niveau de l'entreprise.

tous d'accord sur le calcul de taux de croissance relatif du PIB, en d'autre terme, soit d'utiliser la formule mathématique suivante.

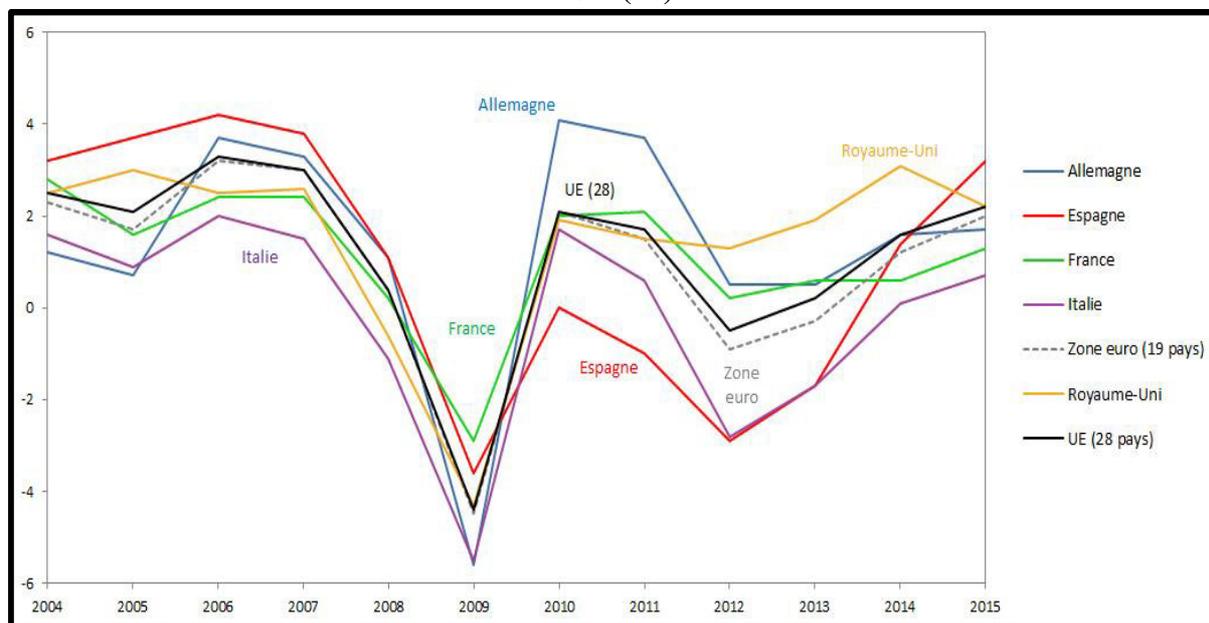
$$\text{Taux de croissance à l'année "t"} = \frac{PIB_t - PIB_{t-1}}{PIB_{t-1}} * 100$$

D'où ;

$$\text{Taux de croissance à l'année 2015} = \frac{PIB_{2015} - PIB_{2014}}{PIB_{2014}} * 100$$

Ainsi, pour calculer la croissance économique dans certains cas, on fait référence aux taux de croissance de l'ensemble des facteurs de production, généralement décrite par la fonction de production Cobb-Douglass, c'est-à-dire de combien le capital, le travail et la productivité participent-ils à la formation du PIB. De plus, la croissance peut être exprimé en valeur absolu, ou bien par la croissance d'un autre indicateur (soient : PNB, PIB/habitant, la productivité).

Figure 1.1. Taux de croissance du PIB en volume de 2004 à 2015 dans quelques pays de l'UE (%)



Source : Eurostat, 2016

1.3.2. La croissance économique : de quantitatif au qualitatif

La croissance économique est toujours considérée comme un indicateur quantitatif qui sert à quantifier le volume de la richesse réellement créée et qu'on peut mesurer. Dont, en économie, la société est confronté à la production et à la consommation de certains biens et

services, que le PIB ne les prend pas dans sa formule de mesure, comme la pollution ou la production de la pomme de terre à domicile. En effet, une telle situation pose la problématique de confusion entre le concept de la croissance et le concept de développement¹⁵. A l'origine, la croissance est le processus selon lequel l'Homme cherche à améliorer ces conditions de vie, de point de vue matérielle, c'est la partie quantitative du bien-être, mais aussi de réfléchir à une vie plus confortable, qualitativement, et en d'autre terme, c'est la partie qualité du bien-être. La croissance alors est considérée comme partie nécessaire pour le développement, voire une étape fondamentale (DOMINIQUE, 2008)¹⁶. Dans ce sens, le développement économique est le complément parfait pour le progrès socioéconomique, qui intègre la qualité de vie exemple, l'accès au l'eau potable, réduire les inégalités, la pollution et les externalités négatives, la criminalité. *In fine* le développement¹⁷ désigne un ensemble de mécanismes nécessaires pour des améliorations techniques, productives et sociales dans le but d'améliorer le confort et le bien-être de l'Homme (PEET ET HARTWICK, 2009)¹⁸. Mais la notion du bien-être, de quoi parlons-nous ?

Ces dernières années, certains économistes de développement ont approfondies leurs études pour expliquer la relation entre la croissance économique et le bien-être, *proxy*, de développement, il s'agit du prix Nobel en 2015, A. DEATON, dans ces travaux sur la pauvreté, les inégalités et le revenu, dont il distingue une relation très forte entre le niveau de salaire et la satisfaction dans la vie, dans ce sens, PROTO ET RUSTICHINI (2014), à l'aide d'une étude, utilisant, des traits de personnalité, dont, ces derniers exerce une influence sur l'effet du revenu sur la satisfaction dans la vie, ainsi, la satisfaction dans la vie dépend de l'écart entre le revenu aspiré et le revenu réalisé, ce qui est moulé par le neuroticisme¹⁹. Alors que pour

¹⁵ Nous pensons aux travaux de de JOSEPHE SCHUMPETER, mais en particulier au travail de ROSTOW W. (1960), "The Stages of Economic Growth", London, Cambridge University Press.

¹⁶DOMINIQUE. F. V (2008), "Sustainable development: An Overview of Economic Proposals", SAPIENS, 1.2, Vol. 1, N°2.

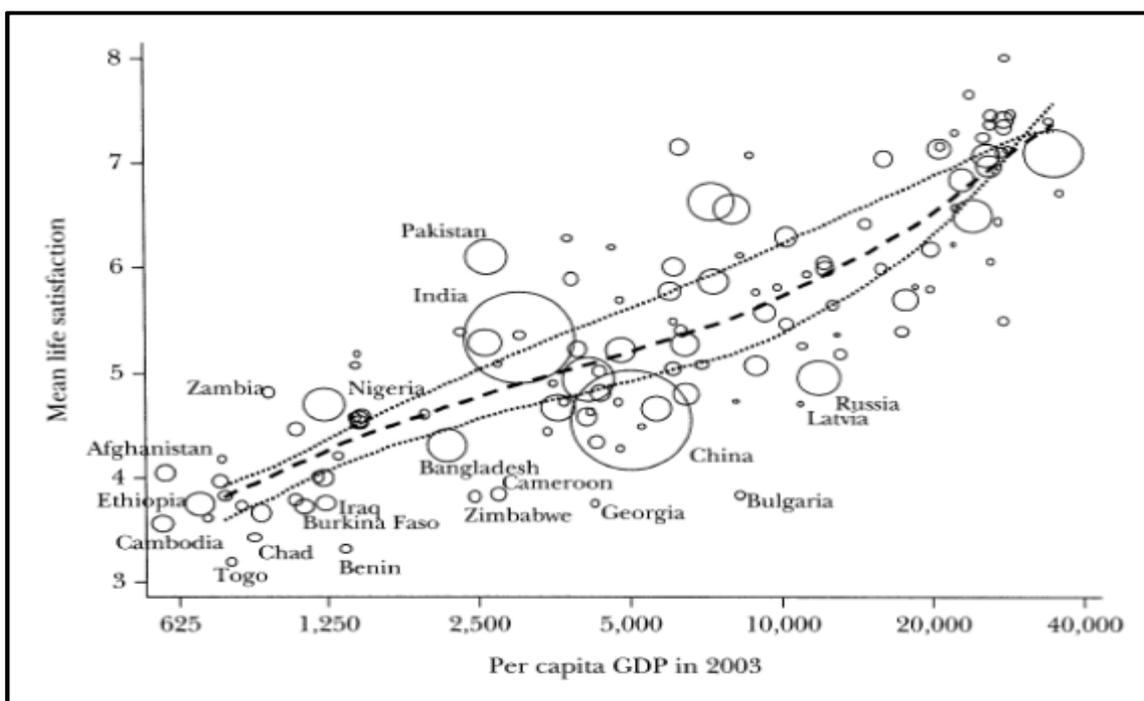
¹⁷Selon Le rapport de la Commission Sud (1990, pp. 10-11) définit le développement comme « un processus qui permet aux êtres humains de développer leur personnalité, de prendre confiance en eux-mêmes et de mener une existence digne et épanouie. C'est un processus qui libère les populations de la peur du besoin et de l'exploitation et qui fait reculer l'oppression politique, économique et sociale [...]Il se présente comme un processus de croissance, un mouvement qui trouve sa source première dans la société qui est elle-même en train d'évoluer. Le développement implique donc une volonté accrue d'autonomie, tant individuelle que collective. Le développement d'une nation doit se fonder sur ses ressources propres, aussi bien humaines que matérielles, exploitées pleinement pour la satisfaction de ses propres besoins.

¹⁸PEET ET HARTWICK, (2009), "Theories of Development. Contentions, Arguments, Alternatives", The Guilford Press, New York.

¹⁹Le neuroticisme, ou névrotisme, réfère à une tendance à vivre des émotions négatives (colère, hostilité, dépression, anxiété). Il s'agit de l'un des grands traits de personnalité selon le modèle très utilisé en psychologie des cinq grands facteurs de personnalité ou « *Big Five* » (TEST : Quels sont vos grands traits de personnalité, pour plus de détaille, voir PROTO, E&RUSTICHINI ALDO(2014), "Life Satisfaction, Income and Personality",

EASTERLIN (2013), à long terme le bonheur et le niveau de revenu ne sont pas corrélé alors qu'une relation de corrélation est dictée à court terme. Ainsi, l'auteur a remarqué une corrélation entre le bonheur et le taux de croissance par habitant comme l'indique la figure 1.2, c'est-à-dire, une relation positive entre le PIB/habitant et le niveau de la satisfaction, *Life Satisfaction*²⁰.

Figure 1.2. Relation entre PIB par habitant et Life Satisfaction



Source: EASTERLIN . R. A. (2013), "Happiness and Economic Growth: The Evidence", Discussion Paper series, N° 7187, P. 16.

1.3.3. Limites de la croissance

Sur le plan comptable de la croissance économique, ce qu'est remarquable ce qu'on comptabilise d'une façon positive à la fois la production et les dépenses, même si elles sont négatives sur l'environnement ou la santé. Pour synthétiser, on se limite à l'analyse de ROBERT F. KENNEDY en 1968, dont, il a souligné que : « *Notre PIB prend en compte, dans ses calculs, la pollution de l'air, la publicité pour le tabac et les courses des ambulances qui ramassent les blessés sur nos routes. Il comptabilise les systèmes de sécurité que nous installons pour protéger nos habitations et le coût des prisons où nous enfermons*

http://www2.warwick.ac.uk/fac/soc/economics/staff/eproto/workingpapers/happiness_jpsyec.pdf

²⁰EASTERLIN . R. A. (2013), "Happiness and Economic Growth: The Evidence", Discussion Paper series, N° 7187.

ceux qui réussissent à les forcer. Il intègre la destruction de nos forêts de séquoias ainsi que leur remplacement par un urbanisme tentaculaire et chaotique. Il comprend la production du napalm, des armes nucléaires et des voitures blindées de la police destinées à réprimer des émeutes dans nos villes. Il comptabilise la fabrication du fusil Whitman et du couteau Speck, ainsi que les programmes de télévision qui glorifient la violence dans le but de vendre les jouets correspondants à nos enfants. En revanche, le PIB ne tient pas compte de la santé de nos enfants, de la qualité de leur instruction, ni de la gaieté de leurs jeux. Il ne mesure pas la beauté de notre poésie ou la solidité de nos mariages. Il ne songe pas à évaluer la qualité de nos débats politiques ou l'intégrité de nos représentants. Il ne prend pas en considération notre courage, notre sagesse ou notre culture. Il ne dit rien de notre sens de la compassion ou du dévouement envers notre pays. En un mot, le PIB mesure tout, sauf ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue »²¹

Section 2 : Le Modèle de croissance exogène

Les théories explicatives de la croissance sont récentes dans l'histoire de la pensée économique. Les économistes néokeynésiens et néoclassiques se sont opposés, par des modèles interposés, sur la question de savoir si la croissance pouvait s'opérer dans l'équilibre, notamment de long terme ou non HARROD-DOMAR contre SOLOW-SWAN. Ces théories ont cherché l'importance et l'apport de chaque facteur de production, et ils ont mis en évidence le rôle primordial du progrès technique sur la croissance. Seul le progrès technique est capable de rendre plus productive une économie, et de lui permettre de produire plus.

2.1. Introduction au modèle néoclassique de Solow (1956)

Le point de départ de toute étude de la croissance économique est le modèle de croissance néoclassique, qui met l'accent sur le rôle de l'accumulation du capital. Ce modèle, d'abord construit par SOLOW (1956) et SWAN (1956), montre comment la politique économique peut augmenter le taux de croissance d'une économie en incitant les gens à économiser davantage, c'est-à-dire que l'idée première est fondée sur le rôle de l'épargne. Mais le modèle prévoit également qu'une telle augmentation de la croissance ne peut pas durer indéfiniment. À long terme, le taux de croissance du pays revient au rythme du progrès technologique, que la théorie néoclassique prend comme indépendante des forces

²¹MOUHOU, A, (2012) : « La gestion de la rente des ressources naturelles épuisables dans la perspective du développement économique : Référence au cas des hydrocarbures en Algérie », thèse de Doctorat, Université de Béjaia, P. 59.

économiques ou exogène. Sous ce rapport pessimiste à long terme, il y a le principe de la diminution de la productivité marginale, qui impose une limite supérieure à la quantité de production qu'une personne peut produire simplement en travaillant de plus en plus de capital compte tenu de l'état de la technologie.

2.2. L'accumulation du capital et l'état stationnaire

La principale référence en économie de la croissance est le paradigme néoclassique ou le modèle néoclassique de croissance proposé par Solow (1956) et Swan (1956). Le succès de ce modèle doit d'abord à sa parcimonie de modélisation dont, le processus de croissance n'est décrit que par deux équations(1) et (2). Une équation de production agrégée, caractérisé par des rendements d'échelle constants, du capital et du travail. Cette fonction de production est sous la forme de Cobb-Douglass, sous la forme suivante :

$$Y = AK^\alpha L^{1-\alpha} \dots \dots \dots (1)$$

Avec A représente l'état de la technologie, K et L représente la capital et le travail²² utilisé dans la production des biens et services. L'une des caractéristique de cette fonction de production est l'accumulation du capital entraine de plus en plus le rendement marginal du capital. Parce que nous supposons une croissance démographique et des changements technologiques éloignés, la seule force restante qui peut stimuler la croissance est l'accumulation de capital. La production augmentera si et seulement si le stock de capital augmente. Supposons que les gens conservent une fraction constante "s" de leur revenu brut $y = f(k)$, c'est-à-dire il épargne ou investissent²³ un capital par tête de $sf(k)$, et que la fraction constante "δ" du stock de capital disparaît chaque année en raison de la dépréciation²⁴. Avec une telle description, le stock de capital restant de l'investissement est d'écrit par l'équation suivante.

$$\Delta k = sf(k) - \delta k \dots \dots \dots (2)$$

Cette équation différentielle, établit que la variation du stock du capital Δk est égale à l'investissement par tête $sf(k)$ moins la dépréciation du capital δk . Elle constitue l'équation fondamentale de la dynamique du modèle de Solow, en d'autre terme, elle indique la

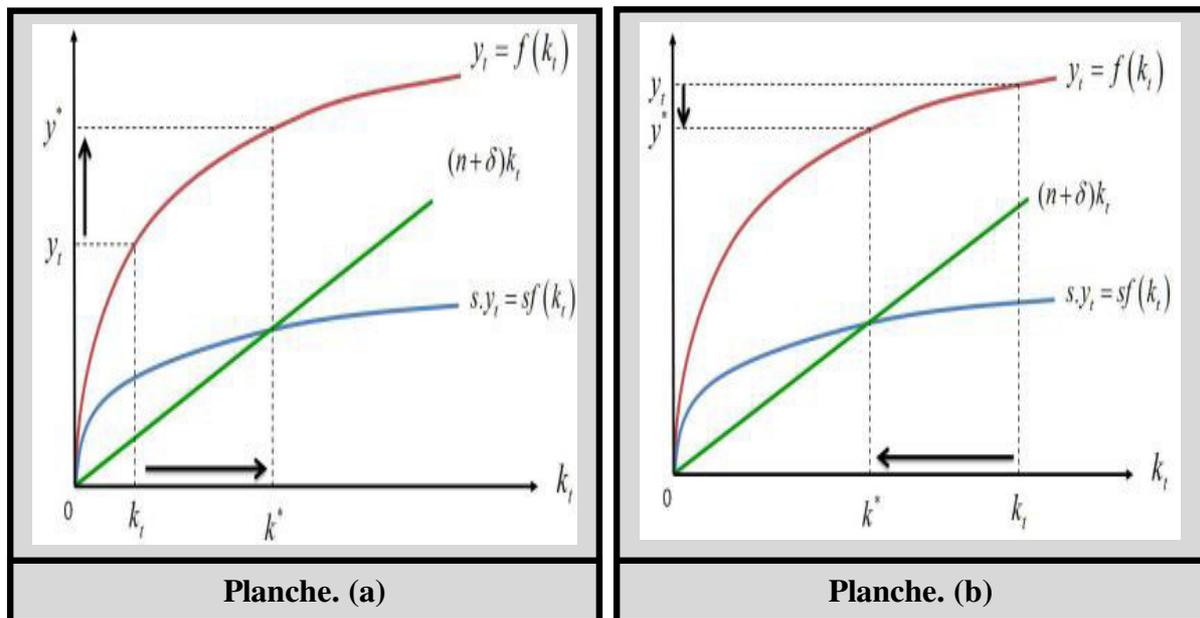
²²Supposons en premier lieu que le modèle est sans croissance démographique.

²³ L'hypothèse que la fraction de l'épargne est investie, implique en termes de politique économique, l'absence d'impôt, de dépenses publiques et de commerce international.

²⁴ L'introduction de la notion, dépréciation, par Solow est très importante, pour comprendre par la suite la nature de la croissance à long terme.

trajectoire dynamique complète du stock de capital. Dans la lecture de l'équation (2), on constate que, la dépréciation est donné sous forme d'une droite qui démarre de l'origine avec une pente est égale au taux de dépréciation " δ ". La courbe de l'épargne, ou de l'investissement est une fonction croissante à des rendements décroissants. La figure 1.2 indique ou représente graphiquement la droite de dépréciation²⁵ et la courbe de l'investissement en fonction de stock du capital par tête " k ".

Figure 1.2. Diagramme de Solow : accumulation de capital, amortissement et état stationnaire



Source : réalisé par l'auteur

Sur la planche (a) l'économie est supposé pauvre, on remarque qu'avec un capital par tête faible ($k_t < k^*$), la production par tête est faible ($y_t < y^*$) mais l'épargne est supérieur à l'amortissement, c'est-à-dire un stock de capital positif $\Delta k > 0$: la trajectoire du capital par tête tend vers k^* . Sur la planche (b) l'économie est supposé riche, on remarque qu'avec un capital par tête élevé ($k_t > k^*$), la production par tête est élevée ($y_t > y^*$) mais on constate que l'épargne est inférieur à l'amortissement, c'est-à-dire un stock de capital négatif $\Delta k < 0$: la trajectoire du capital par tête tend vers k^* . Une telle description explique le mouvement du capital des pays riche vers les pays pauvres, dont, ces derniers ont doté rendement marginal supérieur.

²⁵ L'amortissement dans la figure est représenté à la fois par le taux de dépréciation additionner avec une partie du stock de capital nécessaire pour une croissance démographique " n ", ce qui nous donne une nouvelle équation du stock de capital sous la forme suivante : $\Delta k = sf(k) - (\delta + n)k$

Dans un tel cadre d'analyse, Solow à remarquer que le niveau du capital par tête k^* , unique et stable, caractérise l'état stationnaire, dont, à ce niveau-là $\Delta k = 0$ en d'autres termes, l'économie fonctionne avec un taux de croissance zéro. L'état stationnaire est un phénomène crucial pour deux raisons : premièrement ; l'économie qui atteint ce niveau de capital par tête k^* ne bouge pas (taux de croissance zéro) ; deuxièmement ; quel que soit son stock de capital initial, l'économie tend vers k^* (à un taux de croissance zéro). C'est pour cette raison, l'état stationnaire représente une situation d'*équilibre de long terme de l'économie*²⁶.

Sur le plan politique économique, les conclusions du modèle de Solow sont pertinentes. Il montre qu'à l'état stationnaire le niveau d'épargne demeure l'unique clé de l'accumulation du capital. En d'autre terme, si l'épargne d'une économie est très grande, elle sera (cette économie) d'un stock de capital important, sinon, l'inverse est vrai. Cette conclusion est très utile dans les débats de politique économique notamment budgétaire dans la relation entre déficit public, taux d'épargne et l'investissement évincer.

2.3. Quel impact de la croissance démographique

Jusqu'à ici, nous avons parlé d'une seule source de croissance économique dans le modèle de Solow, qui est l'épargne ou l'accumulation du capital. En effet, pour mieux comprendre la croissance économique dans le monde, c'est-à-dire dans des pays différents, d'autres sources de croissance économique peuvent être soulevé²⁷ par deux questions :

- a) Quel rôle que peut jouer la croissance démographique sur le niveau de vie des populations, étant donné, que le travail est un facteur clé dans la structure de la fonction de production néoclassique ?
- b) Quels sont les effets du changement technologique sur le taux de croissance économique ?

Dans cette partie, nous traiterons la première question. En premier lieu, dans le modèle de Solow, le taux de croissance de la population est considérée comme croissance à un rythme croissant noté " n ". Par exemple. Si la croissance démographique en Algérie est de 2% un taux annuel moyen et si 10 millions de personnes travaillent aujourd'hui, alors 10,2 ($1,02 \times 10 = 10,2$) travailleront l'année prochaine et 10,404 ($1,02 \times 10,2$) travailleront l'année suivante.

²⁶MANKIW, G.N, (2013) : « Macroéconomie », De Boeck, Bruxelles, Belgique, P. 247.

²⁷ SOLOW, R. M, (1956) : "A Contribution to the Theory of Economic Growth", The Quarterly Journal of Economics, Vol. 70, N°1, P. 66.

L'idée de base d'introduire cette variable de la croissance démographique est de savoir comment influence l'accumulation du capital par travailleur est quelle relation entre l'épargne, l'amortissement et la variation du stock de capital. Nous gardons le même raisonnement que celui développé dans l'équation (2). Dont, l'augmentation de l'épargne augmente le stock de capital k d'un montant sk , ce qui représente l'épargne par tête. Alors que la dépréciation réduit le stock de capital k d'un montant de δk ce qui nous donne la dépréciation par tête. Dans ce sens, l'augmentation de la population et donc la population active fait provoquer une diminution du stock de capital k d'une valeur de nk .

A cet effet, la variation du stock de capital étudié initialement est gouverné par trois facteurs ou variables : le taux d'épargne s ; le taux de dépréciation δ et le taux de la croissance démographique n . L'équation (2) développée précédemment peut s'écrire sous la forme suivante :

$$\Delta k = sf(k) - (n + \delta)k \dots \dots \dots (3)$$

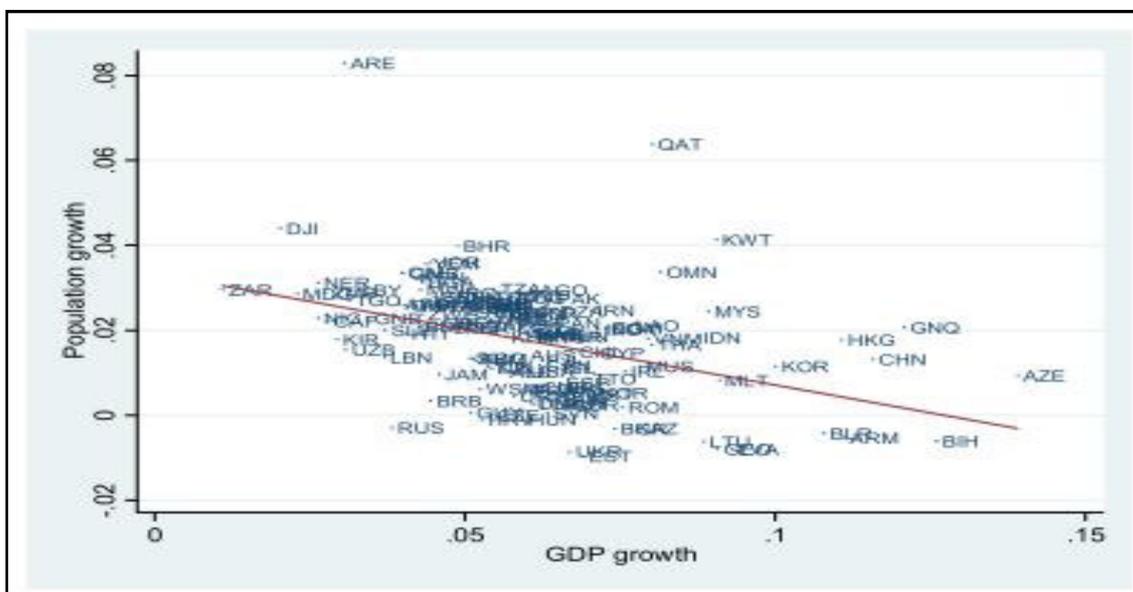
Cette équation différentielle peut nous montrer certaines choses très primordiales dans la théorie économique sur la croissance et le développement des économies modernes. Le terme $(n + \delta)k$ est considéré comme *l'investissement stabilisateur*²⁸, dont il ne donne l'information sur le niveau de l'investissement nécessaire pour stabiliser ou maintenir le même niveau du capital par travailleur. A l'état stationnaire, les trois facteurs gouverneurs de la croissance demeurent constants et comme la population active croît au rythme n la production agrégée et le capital total augmente autant. Ce qui nous donne comme conclusion que ce n'est pas la taille de la population qui compte mais c'est le rythme de croissance de cette population qui est important, pourquoi ? Car d'après l'équation (3), plus que le taux de croissance démographique est très élevé, plus que le volume du stock de capital par tête se réduit, ce qui nous donne le même effet que celui produit par la dépréciation. Cependant, l'effet de la croissance démographique n'est pas réellement la destruction du capital mais, il a plus de personnes (travailleurs) qui utilisent ce stock de capital.

La figure 1.3 que les pays caractérisés par des taux de croissance démographique élevés sont dotés de faibles niveaux de revenu par tête, à l'exception de certains pays pétroliers ou rentiers, cause de la structure de ces économies. Cette observation est confirmée par des études internationales qui confirment les prévisions de modèle de Solow. Selon lequel

²⁸ MANKIW, G.N, (2013) : « Macroéconomie », Op, Cit. P. 263.

la croissance démographique est et reste l'un des déterminants puissants du niveau de vie des populations.

Figure 1.3. Données internationales sur la croissance démographique et la croissance économique



Source : BRÜCKNER. M & SCHWANDT. H, (2013): “Income and Population Growth”, IZA Discussion Paper No. 7422, P. 24.

2.4. Modèle de Solow avec progrès technologique

De même que nos préoccupations, la question qui semble logique d’être posé quand le niveau de vie est coincé un état stationnaire alors qu’en réalité même à ce niveau d’état stationnaire l’humanité était dans certaines économies en croissance dans le long terme, dont, comment expliquer cette croissance de long terme dans le modèle de Solow. Maintenant, pour mieux répondre à cette question, nous devons, supposer au modèle de Solow étudié précédemment de la possibilité de modifier la façon de produire des biens et services, c’est-à-dire d’introduire un progrès technologique.

L’introduction de ce paramètre technologique modifie l’équation motrice du modèle de selon développée dans précédemment. Avec le progrès technologique, on parle plus de travail, mais de l’efficacité du travail²⁹, on d’autre terme le progrès technologique augmente l’efficacité ou l’efficacité du facteur travail, ce qui nous donne une économie doté des travailleurs efficaces et dans ce sens il faut raisonner en terme capital par travailleur

²⁹ MANKIW, G.N, (2013) : « Macroéconomie », Op, Cit. P. 278.

efficient. Donc, pour garder le même stock de capital on doit investir une quantité d'épargne qui $sf(k)$ qui va remplacer l'investissement déprécié δk , puis on doit fournir du capital sur les nouveaux travailleurs arrivants sur le marché de travail nk , et avec le progrès technologique il faut fournir ainsi du capital pour les travailleurs efficaces suite à la présence du progrès technologique.

Avec l'addition du progrès technologique, notre modèle de Solow englobe quatre facteurs de production : l'épargne, le taux de dépréciation, le taux de croissance démographique et le taux de croissance du progrès technologique noté gk . L'équation (3) peut s'écrire sous la forme suivante :

$$\Delta k = sf(k) - (n + \delta + g)k \dots \dots \dots (4)$$

A ce sens, le taux de croissance de la production par tête à long terme dépend uniquement du taux de croissance du progrès technologique et la production totale croît au rythme de $(n + g)$ comme le montre le tableau 1.3. Le modèle de Solow conclue que le seul facteur de croissance à long terme est le progrès technologique. La remarque que les économistes apportent au modèle de Solow est qu'il n'explique pas d'où vient ce progrès technologique, ce qui qualifiée ce modèle d'un modèle de croissance exogène.

Tableau 1.3. Taux de croissance à l'état stationnaire dans le modèle de Solow, avec progrès technologique

Variables	Notations	Taux de croissance à l'état stationnaire
Capital par travailleur efficace	$k = K/(E * L)$	0
Production par travailleur efficace	$y = \frac{Y}{E * L} = f(k)$	0
Production par travailleur	$\frac{Y}{L} = y * E$	g
Production totale	$Y = y * (E * L)$	$(n + g)$

Source : MANKIW, G.N, (2013) : « Macroéconomie », Op, Cit, P. 280.

2.5. Les implications du modèle de Solow avec progrès technologique

Les enseignements majeurs du modèle de Solow avec progrès technologique nous disent que ce dernier aussi les prix des facteurs : i) le salaire réel croît au même taux que celui

du progrès technologique ; ii) alors que le loyer du capital reste inchangé. Cette caractéristique nous dicte une possibilité d'une croissance équilibrée.

Section 3 : Les modèles de croissance endogène

Le modèle néoclassique présenté dans le sous le modèle de SOLOW (1956) prend le taux de changement technologique comme étant déterminé de manière exogène, c'est-à-dire par des forces non économiques. Il est toutefois bon de croire que le changement technologique dépend des décisions économiques, parce qu'il provient des innovations industrielles réalisées par des entreprises, par la recherche et développement et donc, dépend du financement de la science, de l'accumulation du capital humain et d'autres activités économiques. La technologie est donc une variable endogène, déterminée dans le système économique. Les théories de la croissance devraient tenir compte de cette endogénéité, d'autant plus que le taux de progrès technologique détermine le taux de croissance à long terme.

L'intégration de cet élément de la technologie endogène dans la théorie de la croissance nous oblige à faire face au phénomène d'accroissement des rendements à l'échelle. Plus spécifiquement, les gens doivent être incités à améliorer la technologie dans le temps. En revanche Arrow (1962) a supposé que le progrès technologique est une conséquence involontaire de la production de nouveaux biens d'équipement, un phénomène surnommé l'apprentissage par la pratique ou *Learning by doing*. L'apprentissage par la pratique était supposé être purement externe aux entreprises responsables.

L'apprentissage par la pratique a servi de base au premier modèle de théorie de la croissance endogène, connu sous le nom de modèle *AK*. Le modèle *AK* suppose que lorsque les gens accumulent du capital, l'apprentissage par la pratique génère des progrès technologiques qui tendent à augmenter le produit marginal du capital, compensant ainsi la tendance à diminuer le produit marginal lorsque la technologie est inchangée³⁰. Le modèle aboutit à une fonction de production de la forme $Y = AK$, dans laquelle le produit marginal du capital est égal à la constante A .

3.1. Première tentative de pensée sur la croissance endogène

La première limite adressée à la théorie de la croissance endogène, développée dans le modèle de Solow est qu'en réalité la technologie dépend d'une manière ou d'une autre des

³⁰ En d'autres termes, l'apprentissage par la pratique génère des externalités positives de connaissance qui empêche l'arrivée de l'état stationnaire.

décisions économiques. Dans ce sens, plusieurs tentatives ont été lieu avant la naissance du fameux modèle de croissance endogène développé par ROMER (1986). ARROW (1962) a été le premier qui a introduit l'idée d'une génération de technologie sous le processus de *Learning by doing*, l'endogénéité de la technologie dans cette tentative est l'augmentation de l'épargne exerce un effet positif sur la trajectoire dynamique de l'état technologique. A son tour, KALDOR (1957) tente d'expliquer la croissance de la productivité, qui est à l'origine due au capital et celle due changement technologique³¹, par une proposition d'une fonction de progrès technique qui retrace la croissance sous-jacente de nouvelles idées et l'adaptabilité de la société à ces idées, c'est-à-dire la capacité sociale d'absorption.

NORDHAUS (1969) et SHELL (1973) ont essayé de modéliser le progrès technologique par des choix économiques. L'argument avancé par ces deux économistes est que la production de la connaissance et de la technologie est motivée par la recherche des rentes de monopole. Pour avancer davantage dans l'explication d'où vient la croissance endogène, Uzawa (1965) a déjà souligné le rôle de capital humain dans la formation du paramètre A dans la fonction de production néoclassique, et que la croissance dépend en grand partie de l'utilisation du travail par le secteur éducatif.

3.1.1. Le modèle de HARROD-DOMAR, le premier modèle AK

Un précurseur précoce du modèle AK était le modèle HARROD-DOMAR, qui suppose que la fonction de production globale a fixé des coefficients technologiques, dans ce modèle le travail augment en proportion du capital. La fonction de production est de type Leontief³², sous la formule suivante :

$$Y = F(K, L) = \min\{AK, BL\}$$

Avec A et B sont les coefficients fixés. Dans le cadre de cette technologie, la production d'une unité de production nécessite des unités de capital $1/A$ et des unités de travail $1/B$. Si l'une ou l'autre input est inférieure à cette exigence minimale, il n'y a aucun moyen de compenser en remplaçant l'autre input.

Avec une technologie en coefficients fixes, il y aura soit un surplus de capital ou un excédent de main-d'œuvre dans l'économie, selon que l'offre de capital donnée historiquement soit plus ou moins B/A fois l'offre exogène de main-d'œuvre. Lorsque $AK < BL$, HARROD ET

³¹ AGHION. P & HOWITT P, (2000) : « Théorie de la croissance endogène », Donud, Paris.

³² BARRO. R-J & SALA-I-MARTIN. X, (2004) : "Economic Growth", MIT, Cambridge, London, P. 71.

DOMAR soulignent que, le capital est le facteur limitant alors seule la quantité de travail A/B K est utilisée, et le reste est au chômage. L'hypothèse d'une substitution entre le capital et le travail a conduit HARROD-DOMAR à prédire que les économies capitalistes auraient des résultats indésirables sous la forme d'augmentations perpétuelles chez les chômeurs ou les machines. Les entreprises produiront le montant :

$$Y = AK \dots \dots \dots (5)$$

Maintenant si on raison en termes de variation de stock de capital par tête, on aura la formule suivante, dont nous remplaçons Y par AK :

$$\Delta k = sAk - \delta k \dots \dots \dots (6)$$

L'équation (6) nous permet de former l'équation de la croissance du capital g , dont est donnée par l'équation suivante :

$$\frac{\Delta k}{k} = \frac{sAk}{k} - \frac{\delta k}{k} \Rightarrow g = sA - \delta \dots \dots \dots (7)$$

Étant donné que la production est strictement proportionnelle au capital, g sera également le taux de croissance de la production. Il s'ensuit immédiatement que le taux de croissance de la production augmente dans le taux d'épargne s .

3.1.2. Le modèle de FRANKEL-ROMER

La caractéristique du raisonnement de ce modèle AK proposé par FRANKEL-ROMER ; FRANKEL (1962) ; ROMER (1986) est que la technologie, la production des connaissances et l'emploi croissent avec le capital, dans ce cas la production des idées et des connaissances est considéré comme un investissement³³. Dans ce modèle, on considère les connaissances comme biens intermédiaires dans la fonction de production dont, on les utilise comme des inputs pour produire des biens finales, elles sont stockables et non amortissables entièrement dans les processus de production.

³³ Romer. P-M, (1990) : "Endogenous Technological Change", The Journal of Political Economy, Vol. 98, No. 5, Part 2: The Problem of Development: A Conference of the Institute for the Study of Free Enterprise Systems. (Oct., 1990), PP. S71-S102.

A la différence du modèle de HARROD-DOMAR, FRANKEL (1962) suppose une fonction de production propre à chaque entreprise, sous la forme suivante³⁴ :

$$Y_j = \bar{A}K_j^\alpha L_j^{1-\alpha} \dots \dots \dots (8)$$

Avec, K_j et L_j sont le capital et le travail employé par l'entreprise j et si toutes les entreprises utilisent la même technologie de production, la fonction de production prend la forme suivante :

$$Y = \bar{A}K^\alpha L^{1-\alpha} \Rightarrow \bar{A} = A\left(\frac{K}{L}\right)^\beta \dots \dots \dots (9)$$

En effet l'équation (9), souligne que le stock de connaissances dépend du volume de capital par tête de l'économie en question. Malgré la robustesse de l'analyse de FRANKEL, sa contribution est resté ignorée jusqu'à l'arrivée du travail de ROMER en 1986, pour redécouvrir le modèle AK , sous une nouvelle version. L'idée originale de la version de ROMER (1986) est que taux de croissance est endogène, il dépend significativement de la présence des externalités positives de l'accumulation des connaissances, qui empêche la stagnation ou l'état stationnaire.

3.2. L'approche schumpétérienne de la croissance

L'un des économistes qui ont travaillé d'une façon théorique sur la croissance économiques au début de XX^{em} siècle est Joseph Schumpeter (1911 ; 1942) lors la publication de ses deux fameux livres : i) Théorie de l'évolution économique (1911) ; ii) Capitalisme, socialisme et démocratie (1942)³⁵.

3.2.1. Quelques éléments de base

La contribution de Schumpeter peut être résumée quatre (04) points fondamentaux, qui ont bouleversés la science économique moderne et les recherches récentes sur la croissance économique, à savoir :

a) Entrepreneur innovateur et concurrence destructive :

Dans l'analyse schumpétérienne, on trouve que l'entrepreneur joue un rôle dynamique est révolutionnaire dans la survie du capitalisme et ça, se manifeste par son

³⁴ Frankel. M, (1962) : "The Production Function in Allocation and Growth: A Synthesis", The American Economic Review, Vol. 52, No. 5 (Dec., 1962), P. 998.

³⁵ La version française en 1942.

exploitation aux inventions et au progrès technique. Cet entrepreneur est guidé par la recherche des rentes de monopole générées par le processus d'innovation de nouvelles techniques de production ou des biens finis, ce qui mis les autres entreprises concurrentielles en situation de risque de disparition ou sous le concept de concurrence destructive.

b) La croissance en mouvement de destruction/créatrice :

La concurrence destructrice empêche que le plein-emploi et qu'une production maximum soient garantis à court terme. Mais cette concurrence destructrice est aussi une destruction créatrice qui révolutionne la structure économique de l'intérieur, par le processus de sélection et de remplacement, c'est-à-dire de nouveaux éléments qui remplace des anciens³⁶. Ce n'est pas avec du vieux que le capitalisme fait du neuf, mais en éliminant le vieux, ce qui implique qu'il s'agisse d'un système à la fois progressiste et mal considéré (en terme d'efficacité sociale par exemple).

c) La concurrence monopolistique une structure de marché pour l'efficacité économique :

Cependant processus de destruction/créatrice ne peut prendre naissance que dans un monde où la concurrence parfaite n'existe pas. S'ils n'avaient l'espoir, en cas de succès, de toucher de très larges profits liés à leur position de quasi-monopole, comment les entrepreneurs prendraient-ils le moindre risque? Comment financeraient-ils les investissements nécessaires sans ces profits? L'introduction de nouvelles méthodes de production et de nouvelles marchandises est difficilement concevable si, dès l'origine, les innovateurs doivent compter avec des conditions de concurrence parfaite.

Le capitalisme n'est efficace qu'en raison des libertés qu'il prend à l'égard du modèle de concurrence traditionnelle, en particulier à l'égard des prix. C'est cette liberté qui lui permet de porter la lutte sur le terrain de la qualité, de la nouveauté ou des procédés de production, tous ces domaines où s'exerce le changement incessant impulsé par la dynamique du capitalisme. Mais c'est elle aussi qui "crée une pression

³⁶ Schumpeter J-A, (1942) : « Capitalisme, socialisme et démocratie », Chapitre 7, PP. 91-96. Macintosh, Chicoutimi, Québec.

virtuelle [qui] impose un comportement très "main invisible", mais par des règles que l'analyse économique orthodoxe condamne pour "inefficacité"³⁷.

d) La taille des entreprises, et les entreprises géantes :

Comment réduire la concurrence par les prix et comment réduire les risques qu'implique toute innovation? La réponse de Schumpeter est sans ambiguïté selon lequel la société capitaliste est obligé de reconnaître que l'entreprise géante est devenue le moteur le plus puissant du progrès économique et, en particulier, de l'expansion à long terme de la production totale. Non pas malgré l'existence de monopoles, mais à cause d'elle, c'est-à-dire de la structure de l'entreprises, question taille.

3.2.2. Vers la modélisation de l'approche schumpétérienne de la croissance

C'est aux économistes Segerstrom, Anant et Dinopoulos (1990) qui revient la première tentative pour modéliser l'approche schumpétérienne de la croissance³⁸. Leur idée est traduite par la construction d'un modèle explicatif de la croissance à long terme, sous l'effet d'une succession d'amélioration qualitatif des produits dans des secteurs biens déterminés. Leur tentative est basée l'application de l'approche schumpétérienne de la croissance avec le processus de cycle de vie de produit dont, la course à la Recherche & Développement (R&D) entre entreprises déterminent le taux d'innovation dans le Nord (pays innovateurs). Cependant, la limite de ce modèle est qu'il ne tient pas compte de la caractéristique stochastique de l'innovation, mais pour Segerstrom (1990) la croissance économique est alimentée à la fois par l'innovation et l'imitation³⁹.

La deuxième tentative de modélisation de la théorie schumpétérienne de la croissance était celle la plus connue aujourd'hui par le modèle Aghion-Howitt (1988 ; 1992) selon laquelle la croissance économique est le résultat d'une série d'amélioration continue d'un processus aléatoire d'innovation qui génère de une destruction de tout un mode de production mais remplacer par la création de nouveau mode de production.

³⁷ Schumpeter J-A, (1942) : Op, Cit, Chapitre 7, PP. 97-116.

³⁸ Segerstrom. P. S., Anant. T. et Dinopoulos. E, (1990) : "A Shumpeterian Model of the Product Life Cycle", American Economic Review, PP. 1077-1092;

³⁹ Segerstrom. P. S, (1990): "Innovation, Imitation and Economic Growth", Econometrics and Economic Theory Paper No. 8818

Le modèle est issu de la théorie de l'organisation industrielle moderne⁴⁰, qui dépeint l'innovation comme une dimension importante de la concurrence industrielle. Il s'appelle Schumpétérien parce qu'il incarne la force que Schumpeter (1942) appelle la "destruction créative"; c'est-à-dire que les innovations qui stimulent la croissance en créant de nouvelles technologies détruisent également les résultats des innovations précédentes en les rendant obsolètes.

3.2.3. Le modèle de base

Dans ce modèle de base, l'observation n'est pas basée sur l'accumulation du capital. Les hypothèses soulignent que l'économie est peuplée de L individus, qui représentent la population active, chaque individu est doté d'une fonction d'utilité inter temporelle sous la formes linéaire suivante :

$$u(y) = \int_0^{\infty} y_{\tau} e^{-r\tau} d\tau$$

Avec r est le taux de préférence pour le présent d'où est le taux d'intérêt. Ce modèle suppose qu'à chaque période, chaque individu dispose d'une quantité de travail et que la fonction de production est donnée par la quantité d'utilisation des biens intermédiaires, dont elle prend la forme suivante :

$$y = Ax^{\alpha}$$

D'où $0 < \alpha < 1$ et l'innovation est donné par la découverte de nouveaux biens intermédiaires qui remplace les anciens mais avec une amélioration du facteur A noté l'importance des innovations. Dans ce sens, la quantité de travail L est allouée en économie dans deux activités supposées concurrentes : une quantité de travail pour la production des biens intermédiaires notée x ; une quantité de travail pour la recherche fondamentale notée n . On aura donc,

$$L = x + n$$

Le processus d'innovation est un processus aléatoire en probabilité de poisson. L'entreprise qui innove ou achète un brevet, dispose d'un monopole, jusqu'à ce que une autre

⁴⁰ Basée sur la nouvelle théorie de l'économie industrielle développée par J. Tirole.

innovation survienne, mais dans une course de brevet, la recherche d'une rente peut rendre cette dernière (la rente) sans aucun profit, ce que Tirole appelle la dissipation de la rente⁴¹.

La conclusion de ce modèle est que le taux de croissance moyen d'une économie à la schumpétérienne peut-être supérieur ou inférieur⁴² aux taux de croissance optimal donné par l'optimum social de l'innovation. La créativité et la productivité des chercheurs, sous l'aspect individuel, dépend du niveau global de la recherche dans ce pays et pays à la distance à la frontière technologique mondiale, de ce pays et le niveau de ce chercheur, quand on est face devant une économie d'imitation. La philosophie de ce modèle, réside dans l'affectation de la quantité de travail à la recherche future ou à la production des biens intermédiaires immédiatement, ainsi que de type des innovations mises dans les processus de production. Dans le cas des innovations non drastiques, l'entrepreneur désavantagé peut réaliser un profit lorsque l'innovateur pratique son prix du monopole maximisant son profit.

3.2.4. Implications du modèle

Dans la prise en considération du commerce international et des mouvements de capitaux physiques ou humains, le modèle schumpétérien peut intégrer dans sa formule les transferts de technologie et problématique de la convergence. Dans sa première lecture, l'analyse schumpétérienne favorise davantage la divergence du PIB des économies, mais avec les extensions techniques, le modèle devient explicatif de la possibilité de la convergence conditionnelle⁴³ par le mécanisme de transfert de technologie, car dans ce cas les taux de croissance des économies, étudiées en question, dépendent de l'effort consacré à la R&D et à la création des innovations. Dans ce sens, la fonction de recherche va bénéficier des connaissances générées par d'autres pays, avec cet argument les pays en retard peuvent rattraper leur retard dans le domaine technologique.

Conclusion

A la lumière de ce chapitre nous avons développés la notion de la croissance économiques et les différents modèles et les théories explicatives de cette notion. En premier lieu nous avons souligné que la croissance économique est l'objet fondamental et ultime de la recherche depuis Adam Smith (1776) voire même avant lui, comme on le trouve chez Ibn

⁴¹ Le secteur de la recherche à la même dynamique que celui développé par Tirole dans son modèle de la course aux brevets (Tirole J. 1988).

⁴² Selon le type des externalités générées dans l'économie.

⁴³ La convergence conditionnelle suppose qu'un pays croît rapidement plus qu'il est éloigné de son état stationnaire.

Khaldoun, dans son ouvrage, *EL-MUQADDIMAH*. Ainsi, la croissance économique n'est pas synonyme de développement mais une condition essentielle pour aller au stade de développement.

Au milieu du XX^{ème} siècle, l'économiste néoclassique Robert Solow (1956) a été le premier qui a retracé d'une façon claire et très explicative, un modèle qui décrit l'équation fondamentale de la croissance, connue sous le nom du modèle de Solow (1956) ou le modèle de croissance exogène, selon lequel le seul facteur de croissance soutenue et équilibrée à long terme est bien que, c'est le progrès technologique. C'est à ROMER qui revient le mérite d'expliquer l'endogénéité du progrès technologique, et de construire le deuxième modèle *AK* après celui développé par HARROD-DOMAR. Aujourd'hui, le modèle qui ressemble plus à la réalité du fonctionnement des marchés et des industries, est celui de SCHUMPETER (1911 ; 1942) développé ensuite par AGHION ET HOWITT (1988, 1992), selon lequel, la croissance économique est générée par la présence des innovations, que ces dernières génératrices d'un processus de destruction/créatrice.

Chapitre II : La pauvreté ; concepts et fondements théoriques.

Introduction

La pauvreté est un concept multidimensionnel qui cherche à mesurer les niveaux de privation rencontrés par une personne, un ménage ou une communauté. Bien que la plupart des publications se concentrent sur les indicateurs de privation tels que le revenu, la nourriture, l'accès au logement, etc., le choix des indicateurs pour mesurer les niveaux de privation peut souvent être arbitraire et donc ne pas refléter une mesure complète des besoins fondamentaux non satisfaits dans différents contextes sociaux. Cette divergence conduit à l'utilisation de concepts tels que la pauvreté, l'exclusion sociale et la vulnérabilité de manière interchangeable dans le discours sur le développement.

L'objectif de ce présent chapitre est de fournir une vue d'ensemble des principales théories économiques relatives à la pauvreté qui sont pertinentes dans la théorie économique. Nous analysons de manière critique les points de vue sur la pauvreté de différentes écoles de pensée économique telles que les écoles classique et néoclassique, keynésienne et marxiste, ainsi que les théories éclectiques de l'exclusion sociale et du capital social. Nous nous intéressons à la fois aux aspects positifs (ce qui est) et normatifs (ce qui devrait être) du problème.

Ce chapitre est composé de quatre sections, la première section est consacrée pour des définitions et généralités sur la pauvreté, la deuxième section citant les typologies et aspects de pauvreté, la troisième section basée sur les indicateurs de la pauvreté et la dernière section sur les théories économiques de la pauvreté.

Section 1 : Généralité sur la pauvreté : définitions et typologie

Afin d'analyser efficacement les causes économiques et de proposer des solutions potentielles au problème, nous devons d'abord définir ce qu'est la pauvreté. Les définitions de la pauvreté sont très importantes. En principe, elles soulignent les critères qui nous permettent de déterminer si les revenus et les conditions de vie des plus pauvres de la société qui sont acceptable ou non. Les définitions de la pauvreté sont également importantes, car elles influencent la manière dont les interventions et les politiques de lutte contre la pauvreté sont conçues. Malgré cela, il existe une ambiguïté quant à la manière dont le terme "pauvreté" est

utilisé et, par conséquent, il existe toute une série de définitions, influencées par différentes approches disciplinaires et institutionnelles (Handley et al., 2009).

En outre, le concept de pauvreté a généralement été encadré par des qualificatifs d'accompagnement tels que la pauvreté absolue et relative. La plupart des travaux (Townsend, 1979) mais Sen (1983) et d'autres auteurs soutiennent que la pauvreté absolue, définie en termes de capacités humaines au lieu de revenus ou de produits de base, devrait plutôt être le concept pertinent. Il existe d'autres "concepts contestés" intimement liés dans le domaine de la pauvreté, tels que comme le seuil de pauvreté et le piège de la pauvreté ainsi que le cycle de la privation et le concept de l'exclusion, que nous analysons tous dans cette section.

1. Définition

Dans nos jours, tout le monde s'accorde sur le fait que la pauvreté est un phénomène complexe et pluridimensionnel, ne pouvant être réduit à sa simple expression monétaire (c'est-à-dire à un niveau insuffisant de ressources économiques pour vivre de façon décente). Le PNUD déclare ainsi que la pauvreté n'est pas un phénomène unidimensionnel mais un manque de revenus pouvant être résolu de façon sectorielle. Il s'agit d'un problème multidimensionnel qui nécessite des solutions multisectorielles intégrées. (Benicourt, 2001). De même, la Banque mondiale affirme que la pauvreté a des dimensions multiples et qu'elle est la résultante de processus économiques, politiques et sociaux interagissant entre eux dans des sens qui exacerbent l'état d'indigence dans lequel vivent les personnes pauvres (Benicourt, 2001).

1.1. Définition classique

Le père fondateur de l'économie moderne, Adam Smith, a défini la pauvreté comme l'incapacité d'acheter les produits de première nécessité requis par la nature ou la coutume (Smith, 1776). Dans cette définition, l'aspect du statut social/psychologique de la pauvreté (coutume) reçoit implicitement le même poids que la condition matérielle, purement économique (nature). Il a ensuite développé cette définition en précisant le type de biens de première nécessité requis pour être considéré comme non pauvre¹. Dans ce sens, il intègre mesure absolue (les nécessités requises par la nature) avec des aspects d'une mesure relative (les nécessités requises par la coutume).

¹ Pour Adam Smith, un bien de première nécessité, non seulement les marchandises qui sont indispensables à la vie, mais aussi tout ce que la coutume du pays rend indécent pour des personnes honorables, même de rang inférieur, d'être sans (Smith, 1776).

Karl Marx a été plus explicite sur la dimension contextuelle et relative de la notion de pauvreté et n'a pas mentionné de mesure absolue. Il souligne que nos besoins et nos plaisirs proviennent de la société ; ils sont mesurés par la société et non par les objets de leur satisfaction. Parce qu'ils sont de nature sociale, ils sont de nature relative (Wood, 1988)

Au début du XXe siècle Joseph Rowntree (1901) a souligné deux types de pauvreté : la pauvreté primaire et la pauvreté secondaire. Il définit la pauvreté primaire comme des revenus insuffisants pour obtenir le minimum nécessaire au maintien d'une simple efficacité physique (Townsend, 1979). Selon lui, le concept de pauvreté secondaire était basé sur le jugement plus subjectif de savoir si les personnes qu'il interrogeait étaient dans un besoin évident et dans la misère, bien qu'elles se trouvent au-dessus du seuil de pauvreté qu'il a défini (Laderchi et al, 2003).

Cependant, Rowntree a élargi la définition de la pauvreté primaire par la suite en déclarant qu'une condition de "non-pauvreté" incluait avoir un bain et un jardin" (Laderchi et al., 2003). Cette dernière considération a rendu la définition de la pauvreté explicitement dépendante de l'environnement socio-économique de l'époque (c'est-à-dire qu'elle avait une forte composante relative aussi bien qu'absolue). En outre, Rowntree a identifié un "cycle de pauvreté", selon lequel les enfants, les jeunes couples mariés avec enfants et les personnes âgées constituent les groupes sociaux qui courent le plus grand risque de tomber dans la pauvreté.

1.2. Définition contemporaine

Joseph Rowntree Foundation (2013) définit la pauvreté comme la situation dans laquelle les ressources d'une personne (principalement ses ressources matérielles) ne sont pas suffisantes pour répondre à ses besoins minimums (y compris la participation sociale). Cette définition est fondée sur des définitions historiques, mais reprend également des éléments de définitions plus larges de la pauvreté en reconnaissant l'importance de la vie sociale de l'individu et pas seulement de sa situation purement matérielle. Ainsi, elle saisit à la fois les caractéristiques absolues et relatives de la pauvreté.

Sen (1983) est l'un des plus importants contributeurs à la littérature sur la pauvreté et le développement. Il a mis en lumière le débat entre les partisans des définitions relatives de la pauvreté, d'une part, et ceux qui préconisent plutôt une vision absolue de la pauvreté. Il critique les deux points de vue comme souffrant d'un certain nombre de lacunes. Selon lui, la

pauvreté absolue en termes de capacités d'une personne est liée à la pauvreté relative en termes de marchandises, de revenus et de ressources (Sen, 1983). Sen (1983) envisage un ensemble fixe² de capacités que chaque être humain devrait pouvoir exercer pour ne pas être considéré comme pauvre. L'idée fondamentale est que pour satisfaire à cette exigence, le niveau des besoins/ressources matérielles nécessaires pour développer ces capacités peut changer au fil du temps et d'une société à l'autre (par opposition aux capacités elles-mêmes). Ainsi, la pauvreté dépend du contexte dans lequel elle se manifeste, mais pas des objectifs non matériels dont la réalisation caractérise la pauvreté.

En effet, l'environnement socio-économique qui entoure l'individu donne à notion de pauvreté un sentiment de relativité. Selon Sen (1983) la pauvreté est une notion absolue dans l'espace des capacités mais très souvent elle prendra une forme relative dans l'espace des marchandises ou des caractéristiques. Le besoin de certains niveaux absolus de capacités peut à son tour se traduire par des besoins relatifs en termes de produits de base matériels, de ressources et de revenus. On peut dire que la pauvreté est le résultat de l'insuffisance de droits comprenant la santé, l'éducation et la liberté, qui sont des indicateurs de la liberté de vivre une vie valorisée et de réaliser le potentiel humain (Sen, 1999).

Sen (1983) reconnaît que son approche des capacités s'inspire dans une large mesure de l'analyse morale de la justice de John Rawls (1971), qui tourne autour de la question de savoir ce que tout individu choisirait derrière le voile de l'ignorance concernant sa position sociale et les biens primaires connexes dont il dispose⁴ (c'est-à-dire que son approche pourrait être considérée comme une extension de la perspective rawlsienne). Il s'ensuit que la conceptualisation de la pauvreté par Sen (1983) représente une critique implicite des approches classiques et néoclassiques fondées uniquement sur le revenu monétaire et/ou l'utilité, en se concentrant plutôt sur l'accomplissement objectif de la liberté de vivre une vie valorisée qui est objective et non pas fondée (comme l'est l'utilité) sur les perceptions subjectives des individus qui peuvent être affectées par les conditions et les possibilités actuelles (Laderchi et al., 2003).

Un problème avec l'approche de Sen est la difficulté de mesurer des définitions larges des capacités. Ainsi, la recherche dans ce domaine tend à mesurer les résultats plutôt que les capacités : par exemple, l'espérance de vie et les taux d'alphabétisation sont utilisés dans la pratique comme des approximations pour saisir des concepts non directement mesurables tels

² C'est-à-dire invariable à travers les sociétés et le temps.

que, respectivement, la capacité à mener une vie sans maladie ni handicap et la capacité de réflexion critique et d'autonomie/liberté de pensée. Ces mesures sont sans doute la meilleure approximation des concepts intangibles de capacités dans la recherche appliquée.

Pour Townsend (1979) la pauvreté est le manque de ressources nécessaires pour permettre la participation aux activités, coutumes et régimes alimentaires communément approuvés par la société, ce qui est une mesure purement relative. Il découle de cette définition que différents types de ressources, et pas seulement les revenus, doivent être examinés (par exemple, les richesses héritées et accumulées sont également d'une importance capitale).

Selon Townsend (1979), le flux de ressources revenant aux individus est régi par un ensemble de systèmes différents fonctionnant pour chacun d'entre eux. La pauvreté est en partie le résultat de la combinaison de ces systèmes à l'œuvre. Certains, tels que les systèmes de salaires et de sécurité sociale, touchent une plus grande partie de la population que d'autres. Sa définition de la pauvreté relative est une version plus raffinée que certaines autres en ce sens qu'elle mentionne explicitement l'effet d'exclusion que la pauvreté peut entraîner ; selon lui, la pauvreté relative est une situation dans laquelle les ressources d'une personne sont si gravement inférieures à celles dont dispose l'individu ou la famille moyenne qu'elle est, en fait, exclue des modes de vie, des coutumes et des activités ordinaires (Seymour, 2009). Comme nous le verrons, l'exclusion sociale est un aspect important pour certaines des explications de la pauvreté qui ont été proposées dans la littérature.

1.3. Définition institutionnelle

Selon la Banque mondiale (Ravallion et Chen, 2008) une personne est considérée comme pauvre si son niveau de consommation ou de revenu tombe en dessous d'un certain niveau minimum nécessaire pour satisfaire ses besoins fondamentaux. Ce niveau minimum est généralement appelé *seuil de pauvreté*. Pour estimer la pauvreté dans le monde, il faut utiliser le même seuil de pauvreté de référence, et l'exprimer dans une unité commune à tous les pays. Par conséquent, aux fins d'agrégation et de comparaison au niveau mondial, la Banque mondiale utilise des seuils de référence fixés à 1,25 et 2 dollars par jour (en termes de parité de pouvoir d'achat de 2005).

Néanmoins, la Banque mondiale (2004) propose également une définition plus détaillée de la pauvreté, adaptable aux conditions des différents pays, selon laquelle la

pauvreté est définie comme étant une privation prononcée de bien-être, comportant de nombreuses dimensions. Elle inclut les faibles revenus et l'incapacité d'acquérir les biens et services de base nécessaires à la survie dans la dignité. La pauvreté englobe également les faibles niveaux de santé et d'éducation, l'accès insuffisant à l'eau potable et aux installations sanitaires, une sécurité physique insuffisante, l'absence de voix (politique) et l'insuffisance des capacités et des possibilités d'améliorer sa vie". Exposant à la fois des éléments absolus et relatifs, cette définition est très large et inclut le caractère multidimensionnel de la pauvreté et le concept quelque peu insaisissable de "dignité", tout en soulignant, plus que toute autre définition discutée, l'importance des libertés politiques et individuelles.

L'une des conceptions contemporaines les plus larges de la pauvreté est celle de la Commission européenne, qui affirme que des personnes vivent dans la pauvreté si leurs revenus et leurs ressources sont si insuffisants qu'ils les empêchent d'avoir un niveau de vie considéré comme acceptable dans la société dans laquelle elles vivent. En raison de leur pauvreté, elles peuvent être confrontées à de multiples désavantages : chômage, faibles revenus, logement médiocre, soins de santé inadéquats et obstacles à l'apprentissage tout au long de la vie, à la culture, au sport et aux loisirs (Commission européenne, 2004). Cette mesure relative reconnaît explicitement la nature spécifique de la pauvreté dans la société. Elle met également en évidence un large éventail de sources potentielles de privation économique et sociale qui découlent de la privation de revenus et de ressources. Il existe donc une correspondance implicite entre les ressources matérielles et des résultats qui ne sont pas nécessairement matériels en soi.

Une définition de la pauvreté qui tente d'englober à la fois le contexte des pays en développement et celui des pays développés a été publiée dans la Déclaration de Copenhague des Nations unies en 1995. Dans cette déclaration, on considère la pauvreté comprend comme le manque de revenus et de ressources productives pour assurer des moyens de subsistance durables ; la faim et la malnutrition ; la mauvaise santé ; l'accès limité ou insuffisant à l'éducation et aux autres services de base ; l'augmentation de la morbidité et de la mortalité dues à la maladie ; le fait de se retrouver sans abri et dans un logement inadéquat ; les environnements dangereux et la discrimination et l'exclusion sociales. Elle se caractérise également par un manque de participation à la prise de décision et à la vie civile, sociale et culturelle (Nations unies, 1995).

Pour résumer, on constate dans les définitions précédentes une tendance à l'élargissement progressif de l'ensemble des dimensions capturées par le concept de pauvreté. Dans ce sens, il est largement admis que les individus pauvres ne peuvent être étudiés indépendamment de leur environnement socio-économique et que le critère pertinent auquel la situation des pauvres devrait être comparée est caractérisé par un large ensemble de facteurs qui sont susceptibles d'évoluer à la fois dans le temps, en raison du progrès des sociétés, et dans l'espace.

1.4. Quelques concepts

Toutes les définitions des auteurs et des institutions fournies peuvent être placées à un point va des conceptions purement relatives aux conceptions purement absolues de la pauvreté. Nous présentons maintenant une liste de définitions pratiques de ces concepts.

1.4.1. La pauvreté absolue

La pauvreté absolue se définit comme une condition caractérisée par une privation grave des besoins humains fondamentaux, notamment la nourriture, l'eau potable, les installations sanitaires, la santé, le logement, l'éducation et l'information. Elle dépend non seulement des revenus mais aussi de l'accès aux services (Nations unies, 1995). La préoccupation pour cette pauvreté absolue est naturellement plus grande lorsqu'il y a un risque de dénuement que lorsque tous ont accès à des moyens de survie (Laderchi et al 2003).

1.4.2. La pauvreté relative

La pauvreté relative est mesurée en fonction de la société dans laquelle vit un individu et qui diffère d'un pays à l'autre et dans le temps. Un exemple lié au revenu serait de vivre avec moins de 60% du revenu médian des ménages britanniques ajusté en fonction de la taille du ménage et après déduction des coûts de logement (*Joseph Rowntree Foundation*, 2013).

1.4.3. Seuil de pauvreté

Le seuil de pauvreté désigne le niveau minimum de revenu jugé adéquat dans un pays donné (Ravallion, 1992). Pour faciliter les comparaisons entre pays, la Banque mondiale a révisé en 2015 son seuil de pauvreté international à 1,9 dollar par jour. Comme le notent Nolan et Marx (2009), les seuils de pauvreté posent un problème d'agrégation, car le simple nombre de personnes en dessous d'un seuil de pauvreté peut ne pas rendre compte de l'étendue de la pauvreté. En conséquence, des mesures telles que la mesure Sen-Shorrocks-Thon ont

été dérivées, qui incluent également la profondeur de la pauvreté (à quel point les individus sont en dessous du seuil de pauvreté) et l'étendue des inégalités.

1.4.4. La trappe de la pauvreté

La trappe de la pauvreté ou piège à pauvreté : est une situation où la pauvreté tend à persister en raison de mécanismes d'auto-renforcement (Azariadis et Stachurski, 2005). Ces rétroactions négatives se retrouvent entre la pauvreté et un certain nombre de circonstances telles que la sous-alimentation, le manque d'accès à l'assurance, la croissance démographique, un environnement dégradé et même la croissance économique. Elle peut-être considéré comme mécanisme en spirale qui oblige les gens à rester pauvres. Il est si contraignant en lui-même qu'il ne permet pas aux pauvres d'y échapper. Le piège de la pauvreté se produit généralement dans les pays en développement et en sous-développement, et est causé par un manque de capitaux et de crédit aux personnes.

La trappe de la pauvreté peut être brisé par des investissements planifiés dans l'économie et en donnant aux gens les moyens de gagner leur vie et d'avoir un emploi. Une série de programmes de lutte contre la pauvreté peuvent être mis en œuvre pour sortir les individus de la pauvreté en leur fournissant une aide monétaire pendant un certain temps.

Section 02 : la pauvreté ; typologie, polysémie et aspects

IL est claire qu'un phénomène comme celui de la pauvreté possède plus au moins des types, une polysémie et voir même des aspects proprement a lui.

2.1. Les types de la pauvreté

L'analyse de la pauvreté s'appuie sur la distinction entre la pauvreté absolue et la pauvreté relative. Elle est absolue quand le revenus perçus est inférieurs à un minimum objectivement déterminé ; elle n'est que relative si les ressources sont inférieures à un certain pourcentage du revenu moyen.

Aussi, la 1^{ère} évoque un niveau de vie minimum identique en tous lieux et en tout temps, par contre la 2^{ème} désigne un niveau de vie normal ou courant, variable avec l'époque et les sociétés ; ce qui signifie avoir moins que les autres.

La pauvreté relative considère les manques indispensables pour une vie normale relativement à une société donnée. Alors c'est vivre dans la non satisfaction des besoins

socialement nécessaires, ce qui a ouvert la voie à une multitude de concepts qui renvoient à vulnérabilité et pauvreté.

2.2. La polysémie du concept

Les études se sont multipliées au sujet de la pauvreté dans le monde, vue la complexité du concept .Un concept qui est équivalent à la non satisfaction des besoins primaires, qui varie d'une communauté a une autre ; de l'exclusion, de la paupérisation, et la marginalité.

2.2.1. Paupérisation

C'est un Phénomène social qui se manifeste par l'appauvrissement graduel de la population d'une région ou d'une classe sociale par suite des transformations profondes de l'économie d'une région ou d'un pays.

2.2.2. Marginalité

Elle signifie la situation d'individus ou de groupe de personnes vivant en marge du fonctionnement de la société .Elle correspond a un choix délibéré volontaire et a une protestation contre certain orientations de la société .elle peut être aussi le résultat involontaire des mécanismes socio-économique (Fernand Baudhui, 1989).

2.2.3. La nouvelle pauvreté

La nouvelle pauvreté s ; est développé à la fin des années 80 ,ou on a assisté a la montée du chômage qui touche les jeunes sans qualification Elle est aussi liée aux transformations de travail :la précarisation du travail et la montée d'emplois à temps partiel ,faisant que certains travailleurs à avoir des revenus très faibles et qui sont au-dessus du seuil de pauvreté .les américains les appellent « working pours » .En dernier lieu, elle est liée aux transformation sociales touchent surtout les familles monoparentales ,les jeunes et les adultes n'ayant pas de qualification .ces derniers sont conduits à se retirer définitivement du marché du travail.

2.2.4. La précarité

La précarité est caractéristique des nouvelle formes de pauvreté qui se sont développées dans les pays industrialisées au cours des décennies 70-80.Elle est résultante de processus cumulatifs d'exclusion.

Elle peut être définie comme la situation dans laquelle se trouve une personne qui ne bénéficie pas d'un logement ou d'un revenu stable (Fernand Baudhui, 1989). toutefois, un employé travaillant toute sa vie pour une même entreprise peut ne pas être aujourd'hui à l'abri du chômage.

Les changements de métiers et de régions sont devenus fréquents au point où un individu bien intégré peut basculer dans le monde de la pauvreté du fait de la fermeture de l'usine qui l'emploie et de la perte, par conséquent, de sa seule source de revenus.

2.2.5. L'exclusion

L'exclusion est un phénomène ancien qui tend à s'aggraver avec la persistance d'un chômage élevé. C'est un processus qui conduit à la non intégration de certains individus dans le monde du travail et plus généralement dans la société. Pour le conseil de l'Europe, l'exclusion renvoie aux groupes entiers de personnes qui se trouvent partiellement ou totalement en dehors du champ d'application effectif des droits de l'homme. En effet, elle concerne tous ceux qui sont tenus à l'écart et confrontés à la rupture des liens familiaux.

Selon J.M Calambani, les exclus sont également privés des moyens d'expression – identité du groupe – et des moyens de pression (recours aux grèves). pour lui : « *aujourd'hui l'urbanisation, la mobilité géographique, l'instabilité familiale, l'individualisation croissante des modes de vie, ont fait que la soit société et pleine de droit de trous, on y assiste à la rupture du lien social* »³.

2.2.5.1. Les formes de l'exclusion

L'exclusion peut être un choix personnel ou un échec de socialisation⁴

✓ L'exclusion comme choix personnel

Elle peut apparaître comme le résultat d'une volonté personnelle, comme c'est le cas de certains délinquants, criminels ou intégristes religieux qui laissent et rejettent les normes et les valeurs sociales. On peut prendre l'exemple de certains clochards qui refusent l'accueil dans les centres d'hébergement, car ils ne veulent pas se contraindre à des normes imposées et des règlements intérieurs qui renvoient à leurs comportements. Mais en réalité, il se peut que cette personne choisie d'être exclu mais pas être clochard.

³ [www.ac bordeau.fr](http://www.acbordeau.fr)

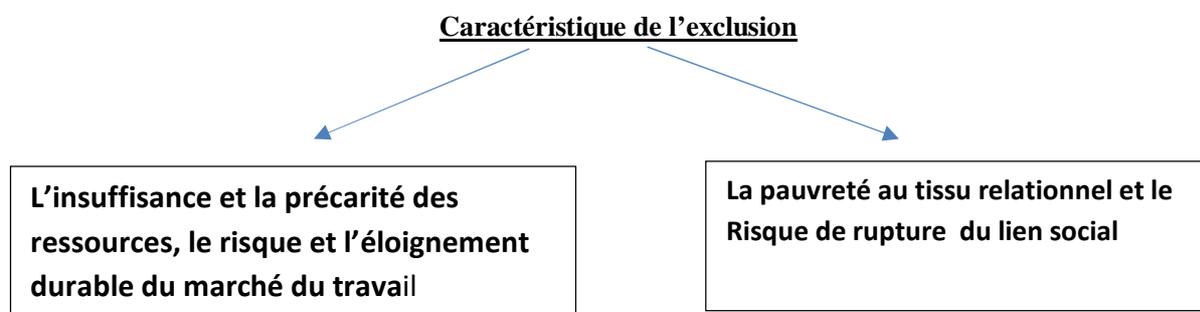
⁴ www.lec.guv.fr

✓ **L'exclusion comme échec de socialisation**

Une situation familiale très déséquilibrée peut créer des situations d'exclusion à exemples des enfants victimes d'un éducation excessivement sévère et violente qui conduit l'enfant à échouer scolairement et prendre par la suite sa place parmi les exclus sans avenir .L'exclusion ,qu'elle soit personnelle ou un échec de scolarisation ,est la rupture de lien social et la mise de l'exclu à l'écart de l'intégration économique (revenu ,consommation ,....),ou social (emplois ,relation familiale,....).

2.2.5.2. Les caractéristiques de l'exclusion

Schéma n° 1 : Les caractéristiques de l'exclusion



Source :Fernand Bau dhuil ;,Dictionnaire d'économie et des faits économiques et sociaux contemporains ,Edition ,Foucher, paris ,1996,p255.

2.2.5.3. Les inégalités

Les inégalités peuvent être définies comme déférences et les disparités entre les individus ou entre les sociétés .Elles peuvent être économiques ou sociales.il est difficiles de faire la part des choses, car il existe trois concepts courants de l'inégalité des revenus(FMI,2003,page 22).

- **L'intégralité internationale**

Elle se réfère à l'inégalité des revenus moyens .L'écart entre les pays ainsi mesuré s'est nettement élargis ces dernière années, car les revenus moyens des nations avancées n'ont cessé de grimper alors qu'à l'autre extrême, les nations défavorisées ont stagné ou chuté.

- **L'inégalité interne**

L'inégalité des revenus a augmenté au niveau national dans plusieurs pays et est même restée stable dans beaucoup d'autres .L'inégalité interne représente la différence entre les revenus des riches et ceux des pauvres au sein d'un même pays .Elle est mesurée à l'aide de l'indice de Gini qui est situé entre 0 à 1.

- **l'inégalité globale**

Pour savoir si l'humanité est plus prospère, l'inégalité globale qui mesure le gain des revenus de chaque personne indifféremment des différends, peut être le concept le plus approprié .Le tableaux suivant récapitule les trois concepts d'inégalité des revenus.

Tableau : Les trois concepts d'inégalité des revenus

Concept	Inégalité internationale	Inégalité interne	Inégalité globale
Mesure	Intégralité des revenus moyens entre pays	Différences des revenus des riches Et pauvres au sein d'un même pays	Différence de revenus des riches et des pauvres sans compter le pays d'appartenance
Chiffre	Il y a divergences des politiques adoptées par chaque pays	Augmentation des inégalités pour certain pays et une diminution pour l'autre.	Il Ya convergence, le citoyen moyen du monde s'est enrichi.

Source : IMF, Finance et développement, septembre 2003, p22

IL faut souligner que les inégalités peuvent aussi être sociales ou culturelles, en matière de santé et d'espérance de vie, Dans certains pays riche, on peut vivre deux fois plus longtemps que dans les pays pauvre ;espérance de vie est de 97,3 ans en France ,60à 77dans les pays émergents et 59.3ans dans les pays sous-développés .La répartition des revenus peut être analysée de manière soit fonctionnelle ,soit personnelle ;la première est centré sur le revenu des facteurs de production (Capital, travail),la seconde insiste sur les revenus perçus par les individus :salaires ,ventes, intérêts et dividendes .La répartition des revenus et particulièrement inégale en Amérique latine et en Afrique ,mais moins en Asie comme Thaïlande et dans les pays développés .Une étude proposée par le CNUCED (en 1997) sur le classement des pays selon leur degré d'inégalité ,retient cinq (05) groupe(Destreman.et Salama.p,2002) .

- **Groupe 1** : Ce sont les pays les plus inégaux, car :
 - 20% des plus riches bénéficient de 60 %richesses.
 - Les couches moyennes de 30% des richesses.
 - Les plus pauvres de 10% des richesses.
 - Ce sont : Brésil, Afrique du sud, Zimbaoué, Kenya, chili, panama, Mexique,.....
- **Groupe 2 et 3** : Ce sont les pays à distribution intermédiaire :
 - Les 20% des riches bénéficient de 60 %ou de 50% des richesses.
 - Les autres couches de 50% ou de 40% des richesses.
 - Ce sont les pays africains et latino –américain, Nicaragua, Malaisie, Sri –Lanka, Turquie, Algérie.
- **Groupe 4** : Ce sont des pays à distribution plus égalitaire :
 - Les 20% des riches obtiennent 40% des revenus.
 - Les couches moyennes obtiennent 40% des revenus.
 - Les pauvres 20% des revenus.
 - Les pays sont : les pays développés, USA, Irlande.
- **Groupe 5** : Ce sont les pays encore plus égalitaire.
 - IL est composé de 9 pays, tous développés : Chines, France, Espagne, Canada,.....
 - 20% des riches partagent 40% des revenus, les pauvres accèdent à 20% des richesses.

Il ne faut pas conclure qu'une augmentation des inégalités puisse signifier nécessairement un accroissement de la pauvreté, exemple du Brésil ou les inégalités sont importantes mais une pauvreté moins importante.

2.3. Les aspects de la pauvreté

Il est clair que phénomène est complexe et les réalités sur la pauvreté dans le monde sont les plus graves que nous montre les chiffres .Amaya son, prix Nobel en 1998, s, est basé sur la définition suivante de la pauvreté pour donner la définition suivante de la pauvreté pour donner les différentes dimensions : « *Etre pauvre, ce n'est pas seulement le fait d'avoir un revenu monétaire inférieur à un certain seuil, c'est disposer que de faibles moyens de défense ou de pression, c'est faire chaque jours l'expérience de l'indifférence ou de mépris des autres* ». Elle distingue plusieurs dimensions et plusieurs aspects.

- **L'aspect économique** : Divisé en deux, celui de la pauvreté monétaire et des conditions de vie.

- ✓ **La pauvreté monétaire** : C'est la plus fréquente approche .Elle considère pauvre la personne dont les ressources sont inférieures à un certain seuil de pauvreté.
- ✓ **La pauvreté des conditions de vie** : C'est une privation qui a été développée par Peter Townsend et correspond à un certain de difficultés et de manques de différents domaines et dans les conditions d'existence des ménages .Ces domaines peuvent être existentiels comme l'alimentation et de logement ou sociaux comme les relations, emplois, loisirs,.....
- **L'aspect social** : Se traduit par l'exclusion qui signifie la rupture du lien social.
- **L'aspect culturel** : traduit la pauvreté comme le non reconnaissance des identités.
- **L'aspect politique** : lié à l'absence de la démocratie et de participation des décisions.
- **L'aspect éthique** : Lié à la non reconnaissance des droits de la personne, violence et la corruption.

Section 3 : Les indicateurs de pauvreté

On distingue parmi les indicateurs de la pauvreté trois principaux indices :

3.1. L'indice de développement(IDH)

Le PNUD a proposé de substituer au PIB un indicateur plus qualitatif, IDH, dont la valeur peut varier de zéro(0) à un(1).Il se compose de la moyenne de trois variables espérance de vie à la naissance, le degré de l'éducation moyen, et PIB par personne ajusté de manière à refléter l'utilité marginal du revenu exprimé PPA (parité du pouvoir d'achat).Cet indice est plus efficace que le PIB n'empêche qu'il a, à son tour, de nombreuses faiblesses, comme masquer les disparités régionales de genre ethnique qui peuvent être considérables comme l'ignorance de l'économie informelle et le travail fourni gratuitement par les femmes dans les foyers. Ainsi, le rapport de 1996 du PNUD, reconnaissait la nécessité de réaliser des efforts pour améliorer IDH, notamment pour comptabiliser le travail non rémunéré des femmes.

3.2. L'indice de développement lié au Genre

Le PNUD a mis en place cet indice pour mesurer les inégalités de genre le développement de bien-être⁵. Il est calculé de la même manière que l, IDH sauf qu'il inclut le niveau d'inégalité entre les femmes et les hommes.

⁵ www.PNUD.org

La première composante de l'indice est l'espérance de vie à la naissance ; « l'avantage biologique » des femmes leur donne une moyenne mondiale de cinq ans d'espérance de vie de plus en plus que les hommes. La deuxième composante est une des difficultés qui vient du fait que l'analphabétisme juvénile n'est pas pris en compte alors qu'il est parfois très différent selon le sexe ainsi que d'une zone rurale. La troisième composante pose de très grands problèmes puisqu'elle ne prend en compte que le revenu monétaire provenant d'activités rémunérées.

3.3. L'indice de pauvreté humaine (IPH)

La mesure de développement humain s'est enrichie d'un indicateur nouveau qui concerne l'indice de pauvreté humaine (IPH)⁶. Le PNUD utilise cet indicateur pour mesurer l'impact de la pauvreté sur la population et calculer les indicateurs composites de pauvreté des revenus et des humains IPH1 et IPH2. Le premier (IPH1) mesure la pauvreté des pays en développement prenant compte le pourcentage de la population dont l'espérance de vie est inférieure à 40 ans, le pourcentage d'adulte analphabètes ainsi que l'accès aux soins. Quant au deuxième (IPH2), il mesure la pauvreté dans pays industrialisés avec des seuils de dénouement différents. Il recense pour ces pays la population dont l'espérance de vie est inférieure à 60 ans, les individus dont l'aptitude à lire et à écrire est insuffisante, l'illettrisme, remplace l'alphabétisation ainsi que le niveau de revenu.

➤ Calcul de l'IPH

L'unité des IPH est le pourcentage (%), il s'agit de homogénéité de la formule. Plus un IPH est élevé, plus un pays est pauvre. L'IPH est calculé à partir de trois indicateurs (p_1) indiquant le pourcentage des décès avant 40 ans, (p_2) le pourcentage d'analphabétisme, et (p_3) le manque de condition de vie décente. Ce dernier est lui-même la moyenne de trois sous indices P_{31} , P_{32} , P_{33} , indiquant respectivement les pourcentages de personnes privées d'accès à l'eau potable, d'accès aux services de santé et d'enfants moins de cinq ans souffrant de l'insuffisance pondérale. Le calcul se fait comme suit :

$$P_3 = \frac{p_{31} + p_{32} + p_{33}}{3} \qquad IPH_3 = \sqrt[3]{\frac{p_1^3 + p_2^3 + p_3^3}{3}}$$

L'IPH 2 est calculés à partir de quatre indicateurs : P_1 , P_2 , P_3 , P_4 , représentant respectivement, pourcentage de décès avant 60%, le pourcentage d'illettrisme le manque de condition de vie décentes, et le pourcentage de personne en chômage de longue durée.

⁶ <http://Wikipedia.org>

Le Calcul se fait comme suit :

$$IPH_4 = \sqrt[3]{\frac{p_1^3 + p_2^3 + p_3^3 + p_4^3}{4}}$$

Tableau 6 : récapitulatif de l'indicateur de développement et de pauvreté humaine

	Longévité	Savoir (%)	Condition de vie
IDH	Esperance de vie à la naissance	-Alphabétisation adultes. -Scolarisation combinée.	Revenu par habitant, Différences de pouvoir d'achat
IPH1	% individus à espérance de vie \leq 40 ans	Taux d'alphabétisation des adultes.	-% pop .privée d'eau potable. -% pop .privée d'accès aux soins. -% enfant \leq 5 ans souffrant d'une insuffisance pondérable
IPH 2	-% d'individus à l'espérance de vie \leq 60 ans	Taux d'illettrisme des adultes.	-% pop vivant en dessous de seuil de pauvreté monétaire. -Chômage de longue durée (12 mois et plus).

Source : Idea .aspect . org. Mondialisation et pauvreté

IDH : Indice de développement humain, **IPH1** : Indice de pauvreté humaine pour les pays en développement, **IPH 2** : Indice de la pauvreté humaine pour les pays industrialisés.

Le tableau ci-dessus est en quelque sorte un résumé pour les indicateurs **IDH** et **IPH** qui traite de longévité, du savoir et des conditions de vie, quoique l'**IDH**, comme son nom l'indique, est un indice de développement et l'**IPH** est celui de la pauvreté. Ainsi que l'**IDH** est unique tandis que l'**IPH** se devise en deux catégories, le premier sert à étudier la pauvreté dans les pays en développement et le second à étudier la pauvreté dans les pays industrialisés.

3.4. L'indicateur de pénurie et de capacité (IPC)

Elaboré à partir de 1996 par le PNUD, cet indicateur doit permettre l'analyser de la pauvreté à travers une approche par les manques qui se concentrent sur la pénurie de capacité

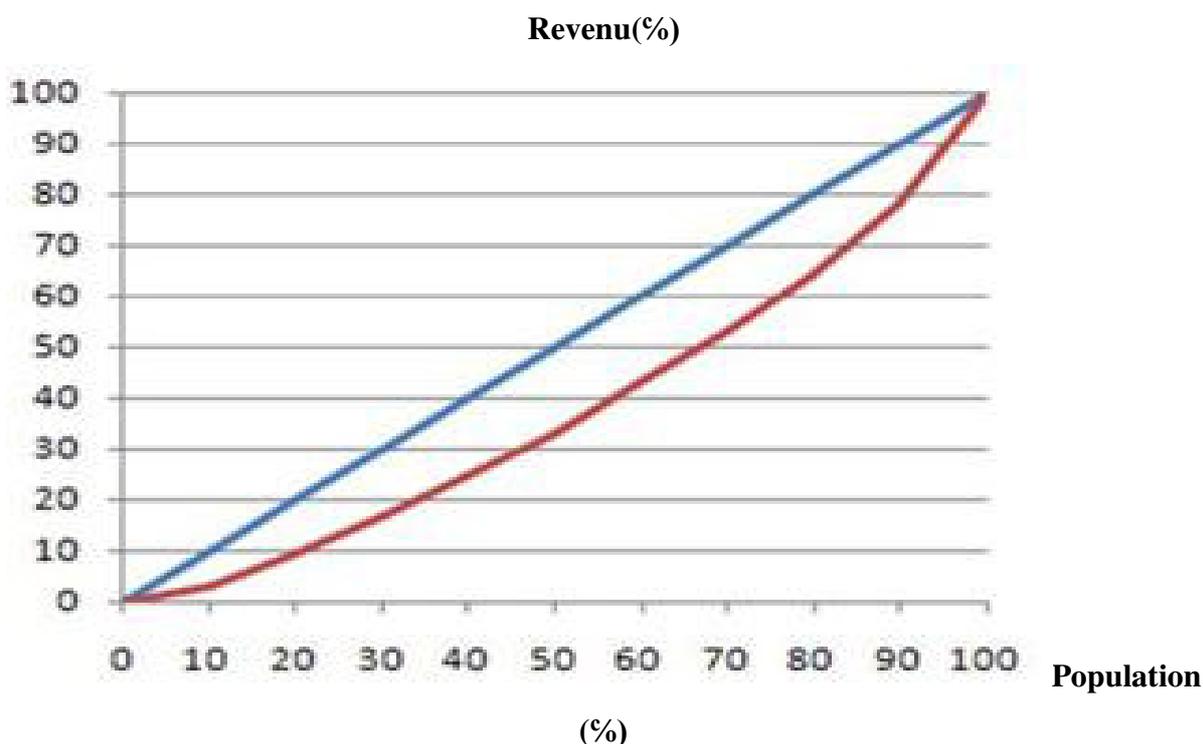
des individus et non pas sur le niveau moyen de capacité dans un pays (Destrman.B et Salama.p.2002) .Il est donné pour refléter le pourcentage d'individus n'ayant pas accès au minimum des potentialités humaines élémentaires, comme pouvoir s'alimenter correctement et être en bonne santé, ensuite pouvoir enfanter dans bonne conditions, enfin pouvoir s'instruire et s'informer .pour chacune de ces variable ,on associe les pourcentages puis les trois composantes effectuées d'une pondération égale sont agrégés par l'addition des pourcentages. La valeur moyenne de pénurie de capacité est ensuite calculée.

3.5. La courbe de Lorentz et l'indice de Gini

3.5.1. La courbe de Lorentz

La courbe de Lorentz met en relation le pourcentage cumulé en ordre croissant de la population totale avec le pourcentage cumulé du niveau total en mettant en abscisse le premier et en ordonné le second (Femand Baudhuin, 1989).

Graphique n° 1 : La courbe de LORENTZ



Source : Capu .J. Y , Garnire .O.(2002) . « Dictionnaire de l'économie et de sciences sociale », édition hatier.

Cette courbe sert à représenter visuellement la façon dont se repartissent les revenus au sein d'une population, afin de se faire une idée du caractère plus ou moins égalitaire de la

répartition de cette masse au sein de la population .Il permet de comparer ainsi différentes populations entre elles ou de comparer la distribution d'une masse au sein d'une population en deux ou plusieurs points du temps afin de savoir si l'inégalité augmente ou diminue.

3.5.2. L'indice de Gini

A partir des inégalités découle la construction d'un indicateur également simple .Il est défini par le rapport de la surface entre la diagonale et la surface du triangle pour obtenir un ration qui varie de 0(répartition égale) à 1 (inégalité extrême)(Destreman B et salama p ,2002).L ,évolution de cet indice mesure de manière globale l'évolution de la distribution des revenus vers plus ou moins d'inégalité lorsqu'il est appliqué à la population total.

Selon les chiffres donnés par la banque mondiale, en 2003 , les indices de Gini pour le Japon ,de nombreux pays développés européens et le Canada sont stable depuis une bonne vingtaines d'années entre 0,25 et 0,3 , l'inverse de l'autre pays développés qui, est les Etat Unies ,étant l'exemple le plus marquant , où l'indice de Gini est passé à 0.4 en vingt ans .

Pour les pays en développement, la Corée, par exemple, où L'indice de Gini est de 0.3 environ, a connu une croissance fabuleuse sans que l'inégalité n'augmente, alors qu'au Brésil dont l'indice est de 0.6, il a connu une croissance lente sans l'inégalité des revenus ne diminue. Selon le CNUCED, en 1997, le Ghana a atteint 0.408et pour Nigeria, l'indice de Gini est de 0.435, et l'Eurostat, en1998, l'indice de Gini pour les pays Bas est de 0.23et 0.294pour la Belgique ,0.352pour le Royaume –Uni et atteint 0.3pour la France.

3.5.3. L'indice de Theil ⁷

Il permet d'analyser certaines caractéristique de la distribution que le coefficient de Gini ne permet pas d'approcher .Cet indice a l'avantage d'être décomposable en plusieurs facteurs (âge, éducation, catégorie d'emploi et secteur d'emploi).

La construction de cet idée (en 1967) est très complexe et fait appel aux spécialistes en mathématiques et à la thermodynamique où l'espérance, les probabilités, logarithmique participent à la détermination de cet indice .Ce dernier montre que l'insuffisance de l'éducation est le facteur qui expliquerait le plus les inégalités.

3.5.4. L'indice de Sens

⁷ Destema.Blanchine et pierre Salama, 2002 « la mesure et démesure de la pauvreté » PUF, France, p30.

Il fondé sur l'ensemble des écarts individuels g_i , entre le revenu y , et le seuil de pauvreté. $g_i = Z - Y_i$ (Z est le seuil de pauvreté).

S=T [I+ (1-I)-G].

T : taux de pauvreté = p/n , p =nombre de pauvre, n =la population totale.

I : L'intensité de pauvreté, $I= (Z-m)$, m =revenu moyen des pauvres.

G : L'indice de Gini sur la sous population des pauvres.

$$G = \frac{1}{2p^2m} \sum_{i=1}^p \sum_{j=1}^p |Y_i - Y_j|$$

L'apport de l'indice de sens est de tenir compte simultanément de la population des pauvres, de l'intensité de la pauvreté et de l'inégalité des revenus parmi les pauvres. Suite à ces effort fournis qui servent de mesure de la pauvreté, il est nécessaire de savoir les facteurs qui peuvent provoquer cette pauvreté ce qui sera l'objet du point qui suit.

Section 4 : Théories économiques de la pauvreté

Dans cette section nous passons à l'analyse des principales théories économiques de la pauvreté. Cette analyse est divisée en sous-sections décrivant les grands cadres économiques auxquels chacune des théories appartient. Nous commençons par le traitement de la pauvreté par les écoles classiques et néoclassiques, ou les approches dites "orthodoxes", qui ont initié la l'analyse formelle de la pauvreté au XIXe siècle. Nous passons ensuite aux théories qui sont apparues en partie en réaction aux hypothèses et aux conclusions des économistes classiques. Dans ce groupe de théories, nous rencontrons celles qui acceptent et s'écartent des prémisses fondamentales de l'économie classique, mais introduisent un certain nombre de nouveautés (à savoir les théories des libéraux économiques comme Keynes), et celles qui examinent le problème à partir d'une perception complètement différente du système socio-économique (à savoir les théoriciens économiques radicaux, comme les marxistes).

Les principes et les hypothèses sur lesquels reposent les écoles d'économie classiques et néoclassiques sont aujourd'hui les plus fortement affirmés dans la profession économique, ayant acquis au fil du temps les étiquettes conventionnel ou même orthodoxe. Comme on peut s'y attendre, la prédominance de ces courants de pensée a imprégné les évaluations et les analyses de la pauvreté effectuées en général par les économistes ; les analyses formelles ont,

dans l'ensemble, été abordées principalement dans une perspective classique ou néoclassique. En raison de cette forte omniprésence de l'approche orthodoxe, d'autres points de vue, notamment les approches keynésienne et marxienne, peuvent être examinées en fonction de leurs différences par rapport aux modèles classique et néoclassique.

4.1. La théorie classique

L'économie classique, développée principalement aux XVIII^e et XIX^e siècles, comprenait des théories sur la valeur et la distribution. On pensait que la valeur d'un produit dépendait exclusivement des coûts de production de ce produit. L'explication des coûts dans l'économie classique servait simultanément d'explication de la distribution. Exprimé dans ses termes agricoles d'origine, un propriétaire recevait un loyer, les travailleurs recevaient un salaire et un métayer capitaliste recevait des bénéfices sur son investissement. Aucune exploration n'a été menée sur les forces motrices des différents flux de revenus revenant aux différents acteurs impliqués (c'est-à-dire sur la forme de la distribution de ces paiements). Cette approche s'appuie notamment sur les travaux de premier plan d'Adam Smith et David Ricardo.

D'une manière générale, la théorie classique suppose que les résultats des échanges qui ont lieu sur le marché sont efficaces, et donc que les salaires reflètent fidèlement la productivité individuelle. Par conséquent, la pauvreté est principalement considérée comme la conséquence de mauvais choix individuels (par exemple, les pauvres n'ont pas de maîtrise de soi) qui ont un effet négatif sur la productivité, bien qu'il soit également reconnu que de pures différences dans les capacités génétiques sous-jacentes sont également des causes potentielles de pauvreté. Les mauvais choix faits par les individus peuvent les conduire à se retrouver dans une trappe de la pauvreté. Au-delà d'un niveau minimum pour prévenir la misère, l'intervention de l'État est généralement considérée comme une source d'inefficacité économique ; en générant des incitations qui sont mal alignées entre les individus pauvres et la société dans son ensemble, les programmes d'aide sociale sont perçus comme une cause potentielle de pauvreté ou de renforcement de la pauvreté (par la dépendance à l'égard de l'aide sociale).

Compte tenu de ces caractéristiques générales, on peut distinguer plusieurs approches différentes au sein de la théorie classique, chacune d'entre elles mettant en évidence différents facteurs comme causes de l'incidence de la pauvreté. Nous discutons de chacun d'eux à tour de rôle.

4.2.La théorie béhavioriste ou de décision

Dans son analyse d'un capitalisme à trois régimes, Esping-Andersen (1990) souligne que les conceptions classiques de la pauvreté correspondent pour l'essentiel au principe de l'économie de marché et du laissez-faire qui tend à attribuer la responsabilité des résultats des individus, comme leur bien-être, à leurs propres décisions économiques. Dans cette optique, les personnes doivent donc être tenues responsables de leurs expériences de la pauvreté, qui sont en fin de compte liées à des carences purement individuelles. Dans ce sens, Rank et al (2003) soulignent que ces caractéristiques individuelles peuvent aller de l'absence d'une éthique du travail assidue ou d'une morale vertueuse à de faibles niveaux d'éducation ou de compétences sur le marché concurrentiel, une opinion qui, selon eux, a gagné du terrain depuis le milieu des années 1970.

Il est important de rappeler que, dans ce courant de la littérature classique, qui émet l'hypothèse que la faible productivité et/ou la non-implication dans les marchés est le résultat d'un choix conscient, on pense que les individus eux-mêmes jouent un rôle actif pour influencer leurs résultats, avec peu ou pas de rôle pour l'environnement social et/ou politique qui les entoure. Le postulat de base essentiel est donc que, bien que d'autres options soient disponibles, ils font toujours des choix qui limitent leur accès aux ressources économiques, augmentant ainsi leur risque de se retrouver dans la pauvreté (Blank, 2010).

4.3.La pauvreté par culture

Les théories de la pauvreté intergénérationnelle affirment que les préférences comportementales mises en évidence dans les théories classiques se transmettent de génération en génération au sein des familles dynastiques, en raison soit d'une composante génétique, soit de l'éducation. Ainsi, "la pauvreté engendre la pauvreté", car les enfants qui grandissent dans des familles dysfonctionnelles se nourrissent du comportement déviant de leurs géniteurs, qui servent de modèles (Blank, 2010). Les contributions découlant de cette perspective affirment que la transmission intergénérationnelle d'attitudes liées à la pauvreté peut être perpétuée via une *culture de la pauvreté* persistante peut aider les familles pauvres à faire face à la faiblesse de leurs moyens économiques.

Parmi les personnalités les plus importantes de la "sous-culture de la pauvreté", on trouve Oscar Lewis, qui a suggéré que les sections les plus pauvres de la société ont tendance à former un sous-groupe spécial avec des traits distinctifs qui s'auto-entretiennent en grande

partie. Lewis (1965) souligne que la pauvreté est un mode de vie, remarquablement stable et persistant, transmis de génération en génération selon les lignes familiales (Lewis 1965). Il a énuméré un certain nombre de caractéristiques sociales et psychologiques qui sous-tendent cette sous-culture, telles que le manque de capacité à différer la gratification, les quartiers surpeuplés et le recours fréquent à la violence. Cependant, la sous-culture de la pauvreté ne doit pas être assimilée à la pauvreté (Townsend, 1979).

4.4. La théorie néoclassique

La publication par Alfred Marshall de ses "Principes d'économie" en 1890 est considérée comme l'étape la plus importante vers l'avènement de l'économie néoclassique. Marshall explique le prix par l'intersection des courbes de l'offre et de la demande. L'introduction de différentes périodes de marché était une innovation importante. Il a pris l'offre et la demande comme des fonctions stables et a étendu les explications de l'offre et de la demande des prix à tous les horizons temporels. Il a fait valoir que l'offre était plus facile à faire varier sur des horizons plus longs et donc est devenue un déterminant plus important du prix à très long terme.

S'appuyant sur la tradition classique, la théorie néoclassique souligne le rôle des dotations initiales inégales de talents, de compétences et de capital qui déterminent la productivité d'un individu dans la création de la pauvreté, au sein d'un système économique compétitif basé sur le marché. Les défaillances du marché telles que les externalités, le risque moral et la sélection adverse ainsi que les informations incomplètes sont également considérées comme des facteurs aggravants de la pauvreté (Davis, 2007). L'incertitude peut jouer un rôle majeur dans l'apparition de la pauvreté, car les pauvres sont plus vulnérables aux chocs qui affectent leur bien-être (par exemple, les récessions, la maladie, l'éclatement de la famille). Comme dans la tradition classique, les penseurs néoclassiques sont également sceptiques quant au rôle du gouvernement, bien que des politiques ciblées visant à remédier aux défaillances du marché puissent être justifiées dans certains cas.

En vertu du second théorème de la théorie du bien-être selon lequel une allocation efficace au sens de Pareto peut être atteinte après la redistribution à condition qu'elle soit conduite de manière optimale. Les politiques de redistribution visant à réduire les inégalités peuvent être neutres en termes d'efficacité. Toutefois, à l'instar de la vision classique, les économistes néoclassiques s'accordent généralement à dire que dans la plupart des situations pratiques, un objectif de pleine égalité des revenus, par exemple, ne peut être atteint sans

entraîner un coût trop élevé en termes d'efficacité. En effet, les économistes du bien-être actuels respectent le critère de Kaldor-Hicks selon lequel, la politique publique est justifiée si elle produit des gains supérieurs aux pertes, de sorte qu'il est toujours possible pour les gagnants de la politique de compenser les perdants (en vertu du deuxième théorème du bien-être), même si cette compensation ne se produit pas réellement (Jung et Smith, 2007). En effet, en raison de la croyance que la comparaison interpersonnelle de l'utilité était inappropriée et du critère de Kaldor-Hicks qui s'y rapporte, beaucoup de personnes de l'école néoclassique ne considèrent pas la réduction de la pauvreté comme un objectif économique primordial, ce qui a conduit à privilégier l'efficacité au détriment de l'égalité.

4.4.1. L'approche monétaire

À un niveau plus élémentaire, l'approche monétaire, telle que suggérée notamment par Laderchi et al (2003), reflète assez précisément les éléments fondamentaux de la littérature néoclassique. Elle est considérée comme compatible avec le comportement de maximisation de l'utilité, ce qui signifie que le bien-être peut être mesuré par la consommation.

Dans cette optique, le revenu et la consommation occupent le centre de la scène en constituant simultanément les principales variables d'intérêt et les principales unités de mesure à employer dans toute analyse de la pauvreté, alors que, comme nous l'avons noté, l'approche néoclassique suppose que le revenu dépende de la productivité marginale. L'hypothèse clé dans cette perspective est que des mesures monétaires uniformes peuvent réussir à saisir toute l'hétérogénéité pertinente entre les individus et leurs situations. Bhalla (2002) soutient que le revenu devrait être la considération principale dans la réduction de la pauvreté parce qu'il permet aux pauvres d'acquérir un pouvoir d'achat, leur donne accès à des ressources qui ne leur seraient pas accessibles autrement (ce qui résout le problème de l'inégalité des ressources) et leur permet d'acheter ou de recevoir gratuitement des biens publics.

4.4.2. Rareté des actifs et risques financiers

S'appuyant sur l'approche monétaire, une explication néoclassique de la pauvreté et de l'exclusion sociale qui a été largement citée récemment est l'incidence de la rareté des actifs. La théorie générale qui sous-tend cette explication est que les ménages qui possèdent un niveau adéquat d'actifs sont moins affectés par les fluctuations de leurs revenus, puisque les actifs détenus peuvent être variés. Par conséquent, le risque de devenir pauvre lorsqu'ils sont

frappés par un choc de revenu négatif est plus faible que pour les ménages pauvres en actifs (c'est-à-dire qu'ils peuvent supporter plus facilement le risque de revenu).

Dans ce contexte, Ulimwengu (2008) affirme que le manque de diversification des revenus résultant de la détention de trop peu d'actifs affecte à la fois la probabilité de devenir pauvre et la durée des épisodes de pauvreté, en particulier lorsque l'emploi principal n'est pas sûr et que la situation interne de la famille est sujette à l'instabilité (une caractéristique commune aux ménages pauvres). Il indique également que ce n'est pas seulement l'incapacité à accumuler des actifs privés mais aussi des actifs sociaux (tels que la santé et l'éducation) qui importe pour augmenter à la fois les taux de pauvreté et leur persistance. En outre, le stock de richesse d'un ménage peut jouer un rôle important dans la cause et la perpétuation de la pauvreté pour une autre raison encore : comme les actifs peuvent être transférés d'une génération à l'autre, ils peuvent réduire la mobilité sociale dans le temps.

4.4.3. Incitations et défaillance du marché

Banerjee et Duflo (2012) avancent trois raisons pour lesquelles les pauvres prennent des décisions contraires à leurs propres intérêts ; premièrement, les pauvres ont si peu de ressources qu'ils peuvent avoir à faire des compromis en matière de santé pour d'autres fins souhaitables ; deuxièmement, les écarts par rapport, par exemple, au régime alimentaire optimal, qui dans un pays avancé peut entraîner l'obésité, peuvent refléter un manque d'information ; et troisièmement, il existe des contraintes comportementales telles que la procrastination, la maîtrise de soi et le biais de consommation actuelle, etc. Les auteurs affirment que ce dernier argument peut être confondu avec la paresse et l'indulgence des pauvres, mais ils soutiennent que les personnes plus riches ne sont pas différentes, c'est juste qu'elles ne font pas face à ces coûts en premier lieu.

Tous ces facteurs sont symptomatiques des défaillances du marché sous la forme d'asymétries de l'information et d'autres contraintes donnant lieu à des incitations négatives. Ces circonstances ont à leur tour été identifiées comme des causes potentielles d'économies insuffisantes (dans lesquelles des coûts d'effort/de transaction ainsi que des coûts administratifs coûteux sont également impliqués). Ces auteurs proposent des interventions qui peuvent améliorer de façon marginale la vie des pauvres. Ils proposent une refonte radicale dans le sens d'un changement d'orientation, passant de réformes institutionnelles profondes Sachs (2005) à une assistance directe pratique sur le terrain. Cette assistance comprend des transferts à petite échelle, des politiques induisant des changements de comportement et des

subventions. Ainsi, par exemple, si les pauvres pensent que les rendements de l'éducation sont faibles aux niveaux inférieurs et seulement élevés aux niveaux supérieurs, et qu'il est peu probable qu'ils atteignent un jour les niveaux supérieurs, ils ne voudront peut-être pas faire l'effort d'investir dans les niveaux inférieurs et de maintenir leurs enfants loin de l'école même si elle est gratuite. Si tel est le cas, les interventions qui modifient les informations et les croyances peuvent avoir des effets puissants. Parmi les autres questions abordées figurent les problèmes de création d'entreprises, les besoins en matière de contrôle des naissances et les incitations à choisir la bonne alimentation.

4.5. La théorie du capital humain

Le cœur de la théorie économique orthodoxe repose sur les hypothèses de concurrence parfaite et d'équilibre du marché, ce qui implique une relation forte entre les salaires et la productivité marginale. La demande sur le marché du travail est déterminée par un certain nombre de caractéristiques ou de compétences que les travailleurs peuvent fournir. L'importance accordée à l'ensemble des compétences dont les travailleurs sont dotés a donné lieu au développement et à la diffusion de la théorie du capital humain (Becker 1964). Un volet de l'économie néoclassique se concentre donc sur les choix individuels en matière d'éducation, de formation et de mobilité (en tant que déterminants du capital humain) pour expliquer les différences de revenus, mais sans référence au rôle joué par d'autres facteurs tels que les institutions économiques et les normes sociales.

Lydall (1968) a soutenu que c'est la variation de la combinaison de l'intelligence, de l'environnement et de l'éducation au niveau individuel qui peut expliquer la majeure partie de la variation de la distribution des revenus personnels. Cette théorie ne peut toutefois pas être conciliée avec l'important écart salarial observé entre les hommes et les femmes ou entre les blancs et les noirs. Bien qu'il ait mentionné la présence possible de préjugés sociaux dans ses travaux, il ne l'a pas intégrée dans son analyse. Par ailleurs, Machin (2009) note que dans de nombreux pays, les ménages pauvres ont tendance à sous-investir dans l'éducation.

4.6. La théorie keynésienne

La théorie libérale s'articule autour de l'idée que non seulement les distorsions du marché, mais aussi le sous-développement général dans ses multiples facettes, sont à l'origine de la pauvreté. Les keynésiens suggèrent que la croissance peut promouvoir le développement économique et donc soulager la pauvreté, justifiant ainsi davantage l'intervention du

gouvernement au niveau macroéconomique (via la politique fiscale et monétaire), principalement pour lutter contre le chômage involontaire.

4.6.1. Flux des capitaux et biens publics

Sachs (2005), les principaux signes de sous-développement d'un pays ou d'une région sont les suivants : faibles niveaux de capital humain (santé, compétences et éducation), de capital commercial (machines et bâtiments), d'infrastructures (transport, électricité et assainissement), de capital naturel (terres viables), de capital institutionnel public (État de droit et sécurité) et de capital de connaissances (savoir-faire technique nécessaire pour accroître la productivité). L'approche de Sachs est innovante en ce sens qu'elle est *clinique* dans la conception des interventions de lutte contre la pauvreté et qu'elle doit s'adapter aux circonstances plutôt que d'être *à taille unique*. Les économies, comme les personnes, doivent être considérées comme des systèmes complexes, où les défaillances d'une partie (par exemple la corruption) entraînent des défaillances d'une autre partie (par exemple les systèmes de marché), et où les maladies diffèrent (Davis, 2007). Les facteurs à prendre en compte sont notamment l'existence d'un piège à pauvreté, le cadre de la politique économique, le cadre fiscal et les pièges fiscaux, la géographie physique, les modèles de gouvernance et les échecs, les barrières culturelles et la géopolitique. À cet égard, la pauvreté dans un pays donné peut être fortement affectée par la présence d'un environnement institutionnel très faible, y compris la corruption, par exemple, qui influence négativement le fonctionnement des marchés, alors que dans un autre contexte, le facteur le plus crucial peut être l'isolement géographique, qui peut entraver l'importation des biens et services de base nécessaires aux individus pour atteindre un certain niveau de bien-être. Dans cette optique, l'importance de ces nombreux facteurs au niveau macro doit donc être évaluée dans chaque cas spécifique, et ce n'est qu'alors qu'un programme politique particulier et sur mesure peut être conçu pour lutter contre la pauvreté. Des arguments similaires peuvent être appliqués dans les pays avancés au niveau de la localité ou de la région.

En effet, le pionnier le plus éminent de l'économie libérale, J. M. Keynes, pensait que les forces du marché pouvaient promouvoir le développement économique, qui était à son tour perçu comme l'outil le plus important pour lutter contre la pauvreté. À cet égard, le point de départ du modèle keynésien est le même que celui du paradigme néoclassique ; la croissance économique est en fin de compte considérée comme le facteur le plus efficace pour mettre fin à la pauvreté. En fait, Alfred Marshall, communément considéré comme le père de

l'économie néoclassique, a grandement influencé les travaux de Keynes lui-même et des nouveaux chercheurs keynésiens qui ont suivi. Comme nous l'avons vu précédemment, Marshall et les auteurs néoclassiques qui lui ont succédé ont soutenu que l'éducation, en augmentant le capital humain, permet aux individus de devenir plus efficaces sur le marché, d'accéder à une classe de travail plus élevée, de rendre la main-d'œuvre non qualifiée plus rare et, par conséquent, d'augmenter également les revenus des personnes non qualifiées par un simple argument d'offre.

4.6.2. Politiques et perspectives macroéconomiques

Le principal changement de perspective par rapport à la théorie néoclassique réside dans l'importance accrue accordée à l'aspect macro dans la théorie libérale par rapport à l'orientation plus micro des modèles précédents. Keynes a également reconnu l'importance de l'éducation, mais l'accent mis sur la promotion de cet aspect crucial du capital humain n'était pas tant sur les décisions individuelles menant à son accumulation, mais plutôt sur la promotion de l'accumulation du capital humain par l'investissement global dans l'éducation publique. Le rôle du gouvernement dans l'économie occupe donc le centre de la scène. On soutient que l'intervention du gouvernement contre la pauvreté est nécessaire dans un large éventail de questions économiques, de la lutte contre le chômage involontaire à la promotion de l'accumulation de capital humain et à l'investissement dans l'éducation publique, qui peut à la fois encourager la croissance économique par le biais des fameux multiplicateurs et lutter contre la pauvreté par le développement des capacités qu'elle implique .

Dans cette perspective keynésienne/libérale, la pauvreté s'explique principalement par le malheur de certaines minorités qui perdent leur emploi et ne peuvent pas travailler ou ne sont pas censées le faire, bien qu'elles le souhaitent. Il s'ensuit donc que l'État doit agir pour réglementer, compléter et exhorter, mais pas pour imposer (Townsend, 1979). Cette théorie soutient que la pauvreté peut être le reflet de défaillances du marché.

4.6.3. Chômage et pauvreté

L'importance primordiale accordée au chômage en tant que source principale de pauvreté dans la vision libérale repose sur la logique selon laquelle si les individus ne

perçoivent pas de revenus du travail, ils sont plus susceptibles d'être pauvres. Cette sensibilité de la pauvreté au chômage peut en fait être amplifiée si les individus pauvres ont tendance à connaître des périodes d'emploi courtes et discontinues tout au long de leur vie ; si les pauvres qui s'inscrivent dans un emploi ne parviennent pas à le conserver, quel que soit leur salaire, ils retomberont probablement dans la pauvreté lorsqu'ils quitteront leur emploi, étant donné que le montant de l'épargne accumulée sera probablement insuffisant pour maintenir le niveau de vie au-dessus du seuil de pauvreté (Aassve et al, 2005).

Par conséquent, la stabilité de l'emploi est un élément central pour prévenir la persistance de la pauvreté, notamment parce qu'elle permet également aux individus d'envisager de meilleures perspectives de carrière qui permettent un revenu futur plus élevé, facilitant ainsi l'emprunt (conduisant à des décisions d'économie de consommation à plus long terme) et l'investissement dans ses propres compétences et connaissances (capital humain) ainsi que dans le capital social (Ulimwengu, 2008). En termes de Sen (1983, 1999), elle influence la capacité à transformer les actifs en droits. Il souligne l'importance de faire la distinction entre la pauvreté transitoire (à court terme) et la pauvreté persistante (tout au long de la vie).

Dans ce contexte, nous pouvons citer le concept d'hystérésis de la pauvreté ; les mouvements d'entrée et de sortie de la pauvreté peuvent être nettement préjudiciables car ils peuvent avoir des conséquences de grande portée pour les personnes les plus exposées à la pauvreté. Les effets de ces dynamiques peuvent être considérés comme présentant les mêmes caractéristiques qu'un processus d'hystérésis, dans lequel les expériences actuelles de pauvreté peuvent entraîner des cicatrices négatives permanentes sur les capacités des personnes et leur résilience face à la réapparition de la pauvreté. La récurrence des périodes de pauvreté tout au long d'une vie peut rendre les individus incapables d'acquérir l'un des actifs (notamment le capital humain et l'épargne liquide) qui sont fondamentaux pour échapper à la pauvreté une fois pour toutes, en raison de la présence de nombreuses ruptures qui nuisent à la fluidité requise dans toute accumulation.

4.6.4. Autres facteurs macroéconomiques

En conclusion de cette section, d'autres facteurs macroéconomiques ont été suggérés comme déclencheurs potentiels de la pauvreté

4.6.4.1.L'inflation

Lorsque les salaires nominaux dont dépendent les bas salaires stagnent ou augmentent à un taux inférieur à celui des prix, l'inflation peut faire baisser le revenu réel des travailleurs et générer de la pauvreté. Plus les prix des produits de base sont affectés, plus cette situation est probable. Agenor (2002) constate que l'inflation augmente toujours le taux de pauvreté, en se basant sur un échantillon de 38 pays. Easterly et Fischer (2001) ont constaté que les pauvres ont tendance à considérer l'inflation comme une préoccupation majeure, en utilisant des données d'enquête sur 31 869 ménages dans 38 pays. D'autre part, la "taxe sur l'inflation" souvent citée, qui réduit le pouvoir d'achat des actifs monétaires, peut ne pas affecter ceux qui se trouvent déjà en dessous du seuil de pauvreté, puisque ces personnes détiennent peu de liquidités au départ (Granville et Mallick, 2006).

4.6.4.2.La dette souveraine

Une dette souveraine élevée, ce fardeau peut aggraver la pauvreté en entravant la croissance économique et l'allocation des ressources publiques à la lutte contre la pauvreté en raison des programmes d'austérité (Granville et Mallick, 2006).

4.6.4.3.Bulles du marché

Les hausses massives des prix des logements et les augmentations des loyers qui en découlent peuvent entraîner un risque (Early et Olsen, 2002). Ce risque est d'autant plus élevé pour les personnes qui n'ont pas les revenus nécessaires pour payer le loyer ou les intérêts et/ou qui possèdent peu d'actifs pour pouvoir demander un prêt hypothécaire, et lorsque les logements sociaux sont absents ou en nombre insuffisant. Ainsi, les bulles de logement peuvent être une source de pauvreté accrue en privant les groupes les plus vulnérables de la possibilité de participer au marché du logement et donc de satisfaire le droit fondamental au logement. Cela s'ajoute à la pauvreté liée aux crises financières qui peuvent accompagner la déflation de ces bulles, comme nous l'avons vu plus haut.

4.7.La théorie marxiste

Les marxistes affirment que le capitalisme et les facteurs sociaux et politiques connexes basés sur la division des classes causent la pauvreté. Les adeptes de cette école de pensée soutiennent que le marché est intrinsèquement dysfonctionnel (Blank, 2010). Selon ce point de vue, les sociétés capitalistes maintiennent le coût du travail anormalement bas par rapport à sa valeur ajoutée par la menace du chômage et par conséquent la pauvreté dans une économie capitaliste ne peut être soulagée que par une réglementation stricte du marché (par

exemple, sous la forme de salaires minimums). Un éventail plus large d'auteurs dans le domaine de l'économie politique suggère que la pauvreté est principalement le résultat de facteurs structurels, y compris des marchés du travail stratifiés ainsi que des préjugés et de la corruption.

Marx a soutenu que la présence de chômeurs, qui est finalement causée par le besoin des capitalistes de disposer d'un surplus de main-d'œuvre, fait baisser artificiellement les salaires (par un simple argument d'offre de travail). Il s'agit là d'un dysfonctionnement inhérent au marché du travail que seul l'État, lorsqu'il est contrôlé par la classe ouvrière, peut réguler. L'un des éléments centraux de la théorie marxiste est que l'objectif premier de cette régulation étatique devrait être d'améliorer les conditions de travail des travailleurs et de promouvoir des salaires plus élevés parmi eux (Blank, 2010).

Conclusion

Dans les sections 1 et 2, nous avons souligné une tendance à l'élargissement progressif de l'ensemble des dimensions capturées par le concept de pauvreté. Il est largement admis que les individus pauvres ne peuvent être étudiés indépendamment de leur environnement socio-économique et que le point de référence pertinent auquel la situation des pauvres devrait être comparée est caractérisé par un large ensemble de facteurs qui sont susceptibles d'évoluer à la fois dans le temps, en raison du progrès des sociétés, et d'un pays à l'autre. Toutes les définitions des auteurs et des institutions fournies ci-dessus peuvent être placées à un point quelconque du spectre qui va des conceptions purement relatives aux conceptions purement absolues de la pauvreté, tandis que certaines d'entre elles (par exemple les approches monétaires pures) se prêtent plus naturellement que d'autres à l'adoption de ce que l'on appelle les seuils de pauvreté.

Dans ce chapitre, notre point de vue général est basé aussi sur les approches et les différentes théories relatives à la pauvreté, dont on constate qu'aucune théorie n'est suffisante en soi, une synthèse est nécessaire. En outre, l'économie, de par sa nature, laisse de côté des aspects importants de la nature et des causes de la pauvreté.

En partant des approches classiques et néoclassiques, on peut affirmer que leurs principaux avantages résident dans l'emploi d'unités de mesure de la pauvreté (généralement monétaires) qui sont quantifiables et que les prescriptions politiques déduites de ces théories sont généralement précises, concises et mesurables et, par conséquent, plus faciles à mettre en

pratique. Les keynésiens part des mêmes prémisses que les écoles classiques et néoclassiques et adopte également une position centrée sur l'argent et l'individu face à la pauvreté, l'importance accordée aux fonctions du gouvernement permet de se concentrer davantage sur les biens publics et les questions d'inégalité, ce qui peut avoir une incidence sur les dimensions de la pauvreté non explicitement reconnues par les économistes orthodoxes. Les théoriciens marxistes soulignent la possibilité que la croissance économique seule ne suffise pas à sortir les pauvres de la pauvreté, car ceux qui appartiennent à certaines classes peuvent ne pas récolter les bénéfices de la croissance globale des revenus.

Chapitre 3 : Croissance et pauvreté en Algérie : Etude empirique

Introduction

La lutte contre la pauvreté est devenue l'un des objectifs les plus importants de toutes les politiques économiques et sociales des pays du monde, notamment les pays accusant un retard de développement. L'Algérie a essayé, dès l'indépendance en 1962, de garantir le niveau de vie de la population par la création d'emplois dans le secteur public, de 1973 au début des années 1980, et pendant cette période, les progrès des indicateurs sociaux ont été impressionnants. Mais la baisse des prix mondiaux du pétrole dans les années 1980 a entraîné une stagnation de l'économie, qui s'est traduite par une détérioration du niveau de vie, un chômage élevé une croissance instable et une augmentation de l'incidence de la pauvreté.

Dans ce sens, le débat sur la relation entre pauvreté, inégalité et croissance économique est caractérisé par la confusion et des positions fortes et polarisées. Certains considèrent que la croissance économique est la clé de la réduction de la pauvreté, tandis que d'autres soutiennent qu'elle tend à conduire à la marginalisation et à une aggravation des inégalités et de la pauvreté. Ces positions reflètent deux positions historiques majeures dans la discussion sur les causes de la pauvreté. Premièrement, la "position développementaliste", qui explique la pauvreté en termes d'absence de progrès économique, normalement assimilée à une croissance économique insuffisante. Deuxièmement, les théories "de classe" (d'inspiration marxiste), qui considèrent que la pauvreté est le résultat d'un développement et d'une exploitation inégaux, ce qui entraîne une répartition inégale des actifs et des revenus. Selon le premier point de vue, le problème de la pauvreté monétaire est résolu en augmentant le "gâteau" (revenu total ou produit intérieur brut PIB), tandis que le second soutient que le problème devrait être résolu en donnant aux pauvres une plus grande part du gâteau. Ces deux points de vue produisent des prévisions fondamentalement différentes sur la question de savoir comment la croissance économique et les changements structurels peuvent contribuer à réduire la pauvreté.

L'objectif de ce présent chapitre est d'examiner la relation entre la croissance économique et la pauvreté en Algérie. Dans la première section, nous allons exposer une revue de la littérature sur le lien entre la croissance économique et la pauvreté, puis dans la deuxième section nous présenterons l'outil méthodologique des basés sur l'économétrie des séries temporelles. Enfin dans la troisième section nous présenterons les résultats de notre estimation à l'aide du modèle ARDL.

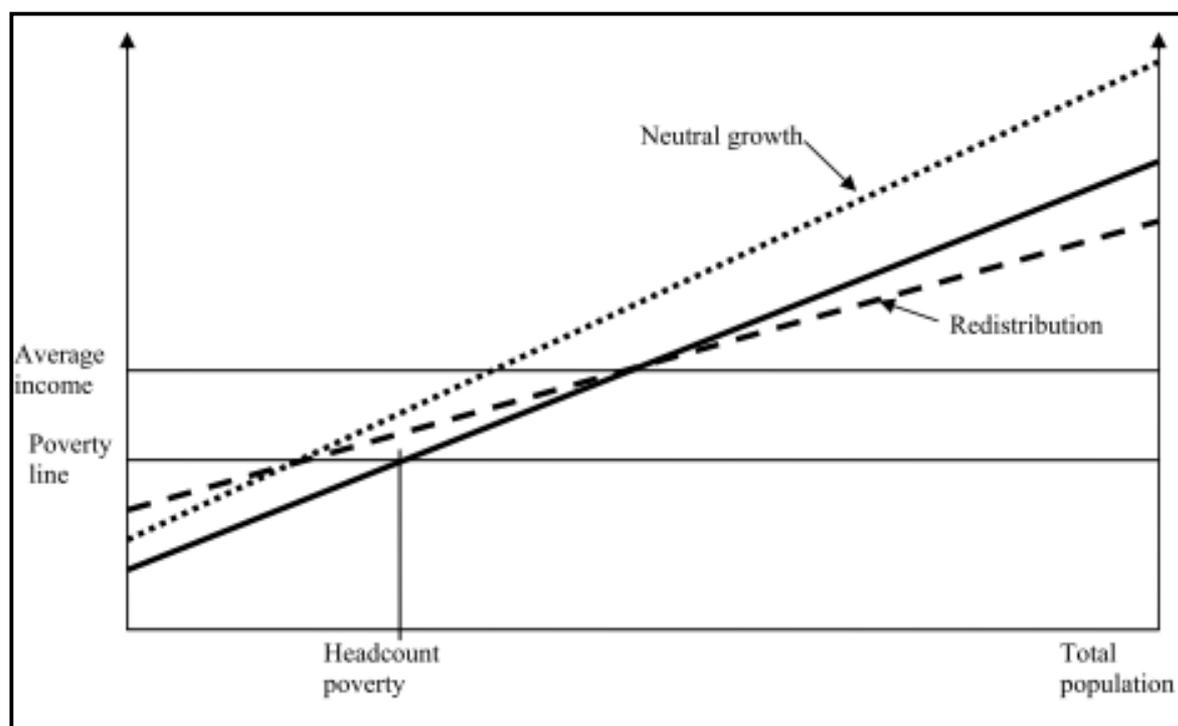
Section 1 : Croissance économique et pauvreté revue de la littérature

La réduction de la pauvreté est devenue un objectif central du développement. Elle peut être atteinte par la croissance économique et/ou par la distribution des revenus. Les questions liées aux avantages de la croissance pour les pauvres sont devenues une priorité de la politique de développement. Un consensus émerge sur le fait que la croissance seule est un outil assez brutal pour réduire la pauvreté. Parallèlement à l'accent mis sur la réduction de la pauvreté, les politiques de redistribution des revenus et des biens ont pris une importance croissante. Un programme politique qui aborde à la fois les questions de distribution et de réduction de la pauvreté pourrait permettre de renforcer à la fois la croissance économique et l'équité. En effet, dans cette section, nous allons présenter le lien et mécanisme entre la croissance économique et la pauvreté.

1.1. Croissance, pauvreté et distribution des revenus

Selon les définitions de la pauvreté monétaire, il existe une relation mécanique simple entre l'évolution de la pauvreté monétaire, la croissance économique (revenu moyen plus élevé) et l'évolution de la répartition des revenus (Ravallion et Chen, 2002). Comme illustre la figure 1, tous les individus sont classés en fonction de leur revenu, représenté par la ligne continue en gras. La pauvreté absolue par habitant est donnée par le nombre d'individus tombant en dessous d'un seuil de pauvreté absolue prédéfini (Figure 1). Il y a deux façons de réduire la pauvreté. Premièrement, par la redistribution, le seuil de revenu tournera autour du revenu moyen (c'est-à-dire pas de croissance économique, donc revenu moyen constant). C'est ce que montre la ligne empilée. Deuxièmement, le revenu moyen peut augmenter (croissance économique) d'une manière qui ne modifie pas la répartition des revenus, c'est-à-dire que tous les individus obtiennent la même augmentation relative (en pourcentage) de leur revenu. C'est ce que montre la ligne pointillée de la figure, appelée "croissance neutre". Notez que puisque le revenu de départ des pauvres est plus faible, l'augmentation absolue sera plus élevée pour les individus plus riches, et les différences absolues augmenteront donc. Les mesures de l'inégalité sont toutefois neutres en ce qui concerne les niveaux de revenus, et seules les différences relatives comptent.

Figure 1. Croissance économique, pauvreté et distribution de revenu



Source : (Angelsen et Wunder, 2006, P. 9)

Deux conclusions importantes se dégagent de la discussion jusqu'à présent. Premièrement, la croissance économique et la redistribution peuvent toutes deux être utilisées pour réduire la pauvreté, et doivent donc être considérées comme des alternatives politiques dès le départ. Deuxièmement, la croissance économique réduira la pauvreté de revenu, à moins qu'elle ne s'accompagne d'une aggravation significative de la répartition des revenus. Une croissance neutre (pas de changement dans la distribution), ou une croissance qui n'aggrave que légèrement la distribution des revenus, augmentera les revenus des pauvres et réduira ainsi la pauvreté des effectifs.

1.2. Croissance et inégalités des revenus

La croissance économique modifie généralement la répartition des revenus dans un pays ; les morceaux supplémentaires du gâteau qui pousse ne sont pas distribués à tous les membres de la société en parts égales à leurs parts initiales du gâteau (Angelsen et Wunder, 2006). La croissance économique est souvent due et/ou accompagnée de nouvelles opportunités de marché. Au début d'un processus de développement économique, un contact plus étroit avec le marché accroît souvent les inégalités, car les acteurs individuels réagissent de manière variable aux prix favorables ou à d'autres nouvelles opportunités, en raison des

compétences et des atouts spécifiques qu'ils possèdent, mais aussi des différences individuelles en termes d'aversion pour le risque, d'esprit d'entreprise et de chance. Ces résultats variables peuvent également avoir un impact sur la cohérence sociale des communautés et, en fin de compte, avoir certains effets négatifs sur le bien-être. De toute évidence, c'est ce que beaucoup observent au niveau microéconomique, ce qui justifie leur scepticisme à l'égard de la croissance économique.

En revanche, les facteurs d'égalisation des revenus suivants peuvent se mettre en place au fil du temps : davantage de personnes acquièrent les compétences ou les actifs nécessaires ; les nouvelles technologies sont diffusées à un plus grand nombre de producteurs ; des marchés plus efficaces éliminent les écarts de prix entre les lieux ; la demande de main-d'œuvre non qualifiée augmente et le revenu plus élevé a des effets multiplicateurs locaux (par exemple, une demande accrue de produits de base produits localement), des mécanismes d'assurance sont mis en place pour mieux répartir les risques. Ce sont là certains des mécanismes au niveau microéconomique qui ont justifié l'hypothèse selon laquelle l'inégalité suit une courbe en U inverse au fil du temps ; l'inégalité augmente dans la phase initiale de développement mais diminue ensuite (Angelsen et Wunder, 2006).

La courbe en U inverse peut également être soutenue par d'autres tendances sociétales au cours du processus de développement économique. Dans les premiers stades du développement, les compétences et l'enseignement supérieur sont limités à un petit groupe de personnes, qui bénéficient le plus de la croissance économique. Au fil du temps, la plus grande diffusion des compétences et de l'enseignement secondaire et supérieur aura un effet d'égalisation des revenus. De même, le développement des marchés de l'assurance tend à améliorer la gestion des risques. Le partage des risques entre les agents économiques devient une autre force d'égalisation.

L'inégalité dans le monde suit-elle réellement une courbe en U inversé? Les choses doivent-elles s'aggraver plus inégales comme résultat initial de la croissance et des changements structurels avant de pouvoir finalement s'améliorer, plus égales ? Dans son article pionnier des années 1950, Simon Kuznets - le père de la courbe en U inverse ou courbe de Kuznets - a observé ce schéma empirique au fil du temps dans trois économies développées (les États-Unis, l'Allemagne et le Royaume-Uni). Il a également noté que les niveaux d'inégalité étaient un peu plus élevés pour certains pays à faible revenu (par exemple, Ceylan, Porto Rico et l'Inde) et considérablement plus élevés pour d'autres (par exemple, le

Kenya et la Rhodésie) qui, à l'époque, avaient des taux de croissance relativement rapides (Kuznets 1955). Plus tard, Kuznets a étayé ses conclusions par des données de séries chronologiques pour 16 pays, dont 9 étaient des pays en développement (Kuznets 1963). À long terme, les inégalités semblaient, dans la plupart des cas, être réduites bien en dessous du niveau "initial". Comme le soutenait Kravis (1960 : 409) : La distribution des revenus tend à être d'autant plus égale que le pays a été exposé plus longtemps et plus profondément aux processus de changement économique et social associés à l'idée d'industrialisation".

Si la courbe de Kuznets est considérée par beaucoup comme l'une des régularités empiriques du développement économique, depuis le milieu des années 1990, de nombreux chercheurs, dont Deininger et Squire (1998), Ravallion (2001) ont mis en doute l'existence d'un tel schéma. Plusieurs chercheurs ont ainsi testé l'hypothèse de Kuznets sur la base des données transnationales. Cependant, le problème est que les différences entre les pays sont normalement beaucoup plus importantes que la variation déterminée par la phase de développement, et donc le modèle entre pays ne peut pas être interprété comme une série chronologique. Plus précisément, certains pays à revenu intermédiaire d'Amérique latine et du Moyen-Orient sont très inégaux et en viennent à dominer le modèle d'échanges entre pays. Les critiques de la courbe en U affirment donc que la répartition des revenus tend à être très différente d'un pays à l'autre, mais assez stable dans le temps. Ainsi, les différences structurelles entre les pays peuvent créer l'illusion d'une courbe de Kuznets intertemporelle. Par conséquent, les données limitées des séries chronologiques à long terme disponibles ne soutiennent que de manière limitée l'existence d'un modèle général tel que celui de Kuznets.

Néanmoins, certaines analyses ont soutenu l'hypothèse de Kuznets lorsqu'elle a été appliquée à des pays spécifiques (Williamson 1997). Par exemple, la Chine fournit un cas affirmatif de dualisme prononcé qui peut générer une courbe de Kuznets. Après 1984, l'inégalité des revenus a augmenté en raison d'un écart croissant entre les zones urbaines/côtières à forte croissance et les arrière-pays ruraux. L'inégalité s'est accrue en Chine, en Indonésie et en Russie, « *en raison d'un accès différentiel aux avantages de la nouvelle économie, et non pas en raison de l'élargissement des écarts entre ceux qui y participent et ceux qui n'y participent pas* » (Lindert et Williamson 2001 : 36). Bien que les inégalités en Chine aient augmenté au cours des dernières périodes de forte croissance, les effets de retombée ont encore amélioré la situation des pauvres en termes absolus. Le nombre de Chinois pauvres au seuil d'un dollar par jour a diminué d'environ 186 millions au cours des 30 dernières années (Sala-i-Martin 2002). D'une manière générale, les données disponibles

sur les séries chronologiques de la distribution des revenus sont trop pauvres pour résoudre entièrement la controverse Kuznets.

1.3. Croissance et pauvreté

S'il n'y a pas de preuves au niveau macroéconomique de changements systématiques dans la distribution des revenus pendant la croissance économique, nous pouvons nous attendre à ce que la croissance facilite la réduction de la pauvreté. La croissance réduit la pauvreté et la récession l'augmente, bien que dans environ 10 % des cas, la pauvreté ne semble pas avoir diminué lorsque la croissance a eu lieu. De même, Ravallion (1997, P. 637) note, dans son analyse des rapports sur le développement humain, que « *le plus grand problème auquel les pauvres du monde sont confrontés aujourd'hui n'est sans doute pas une "croissance de faible qualité" - en termes de RDH - mais une croissance trop faible, même de qualité tout à fait normale !* »

Une autre étude complète de Dollar et Kraay (2001) est justement intitulée « La croissance est bonne pour les pauvres ». Les auteurs ont étudié une série de 236 cas d'épisodes de croissance économique (c'est-à-dire des périodes de cinq ans) dans 80 pays, et ont testé comment le revenu des 20 % les plus pauvres change pendant le processus de croissance économique. Ils sont parvenus à plusieurs conclusions qui sont pertinentes pour notre discussion : L'élasticité du revenu pour les pauvres par rapport au revenu moyen est légèrement supérieure à un, c'est-à-dire qu'une augmentation de 1 % du revenu moyen augmente le revenu du quintile le plus pauvre de 1,07 %. Ainsi, la part du gâteau revenant aux pauvres augmente légèrement en période de croissance. Environ 80 % du niveau de revenu des pauvres peut s'expliquer par le revenu moyen. En d'autres termes, les gens sont pauvres parce qu'ils vivent dans des pays pauvres, plutôt que dans des pays où la répartition des revenus est inégale.

Cependant, si l'on considère les changements de revenus, une part plus faible - environ 50 % - s'explique par les changements de revenus moyens. Ainsi, les changements dans la répartition des revenus ont également une incidence sur les revenus des pauvres. Il n'y a pas de différence significative dans ces résultats entre les pays riches et les pays pauvres, les cas de croissance positive et négative, et les expériences avant et après 1980.

D'autres études ont examiné l'élasticité de la pauvreté par rapport à la croissance, c'est-à-dire la réduction de la pauvreté des effectifs due à la croissance économique. L'élasticité

moyenne est de l'ordre de moins 2-3, ce qui signifie qu'une augmentation d'un pour cent du revenu moyen réduit la pauvreté des effectifs d'environ 2-3 % (Ravallion 2004). Mais ces élasticités varient considérablement, en fonction de l'incidence initiale de la pauvreté, de la répartition initiale des revenus et - en partie corrélée à cela - de la profondeur de la pauvreté.

Ainsi, toute affirmation généralisée selon laquelle "la croissance économique ne profite généralement pas aux pauvres" est fautive. D'une manière générale, les pauvres en bénéficient à peu près autant, en termes relatifs, que les riches. La croissance économique est donc meilleure que sa réputation. Dans la plupart des cas, la croissance macroéconomique a effectivement pour effet d'augmenter les revenus absolus des pauvres, au moins dans le temps et à l'échelle globale. Le terme "ruissellement" - couramment utilisé pour décrire cet effet - peut néanmoins être trompeur car il donne l'impression que le gâteau est préparé par les non-pauvres et partagé ensuite avec les pauvres. Ce n'est pas le cas. Le PIB est la somme de la production ou du revenu total d'un pays. La part du lion des revenus des pauvres est ce qu'ils ont gagné eux-mêmes, et non les transferts de l'État, des agences de développement ou des particuliers. Ainsi, le revenu des pauvres augmente parce qu'ils produisent davantage dans l'agriculture, obtiennent de meilleurs prix pour leurs récoltes et des salaires plus élevés en dehors de l'exploitation. C'est leur contribution à la croissance économique, et non pas l'argent qui coule d'en haut.

Section 2 : Méthodologie de la régression

Il s'agit dans cette section de présenter l'outil d'analyse de notre étude empirique. A cet effet, notre méthodologie de la régression est basée sur l'économétrie des séries temporelles. Premièrement, nous présenterons les sources de nos données annuelles pour chaque variable. Deuxièmement, la spécification du modèle économétrique puis troisièmement, analyse avec des séries temporelles.

2.1. Description des données

Les données utilisées dans notre étude empirique proviennent de la base de données de la banque mondiale, *World Development Indicator* (WDI). La disponibilité des données annuelles a permis de prendre la période d'étude 1988-2018, le choix de cette période est judicieux que la période étudiée capte les effets du plan d'ajustement structurel (PRS) réalisé en 1994 et l'accord de libre-échange signé en 2001, toutes les variables économiques de l'étude proviennent du WDI, et qui sont : le PIB réel, le taux de pauvreté.

2.2. La spécification du modèle économétrique : approche par les séries temporelles

Dans le cadre de l'économétrie, nous pouvons considérer qu'un modèle consiste en une présentation formalisée d'un phénomène sous forme d'équations dont les variables sont des grandeurs économiques. L'objectif du modèle est de représenter les traits les plus marquants d'une réalité qu'il cherche à styliser. Le modèle est donc l'outil que le modélisateur utilise lorsqu'il cherche à comprendre et à expliquer des phénomènes.

Notre modèle est le modèle VAR (modèle vectoriel autorégressif), dans ce modèle les variables sélectionnées ont tout le même statut, toutes les variables sont endogènes et on n'a pas besoin de décider les variables exogènes, ainsi la valeur d'une variable dépend de ces propres valeurs passées et des valeurs passées d'autres variables qui constituent le modèle¹. Ce modèle est un outil alternatif pour déterminer la transmission et la dynamique des chocs et leurs effets sur les variables économiques.

Dans le domaine de la statistique dénommée analyse des séries temporelles, la dimension temporelle des observations devient primordiale. Une série temporelle, ou série chronologique est une suite ou succession d'observations ordonnées dans le temps. L'échelle de ce dernier peut être l'heure, le jour, le trimestre, l'année. Et pour construire son modèle, il faut d'abord vérifier la stationnarité des séries.

2.2.1. La stationnarité des séries

Dans la pratique, on se limite généralement à recourir à la stationnarité du second ordre (ou stationnarité faible) du processus étudié. Un processus, $(X_t, t \in Z)$ est dit stationnaire au second ordre, ou stationnaire au sens faible, ou stationnaire d'ordre deux si les trois conditions suivantes sont satisfaites :

- $\forall t \in Z, E(X_t^2) < \infty$
- $\forall t \in Z, E(X_t) = m$, indépendant de t
- $\forall (t, h) \in Z^2, Cov(X_t, X_{t+h}) = E[(X_t - m)(X_{t+h} - m)] = \gamma$ où $\gamma(h)$ est indépendant de t

La première condition $E(X_t^2) < \infty$ garantit tout simplement l'existence (ou la convergence) des moments d'ordre deux. La seconde condition $E(X_t) = m, \forall t \in Z$ porte sur

¹http://cerdi.org/uploads/sfCmsBlog/Html/63/Econometrie_mag3/Macroconométrie_2%20mag3%202014.pdf consulter le 04/04/2017, P 1.

les moments d'ordre 1 et signifie tout simplement que les variables aléatoires X_t doivent avoir la même espérance quelle que soit la date t . autrement dit, l'espérance du processus X_t doit être indépendante du temps. En fin, la troisième condition $\gamma(h)$ indépendante de t , porte sur les moments d'ordre deux résumés par la fonction d'auto covariance. Cette condition implique que ces moments doivent être indépendants de la date considérée et ne doivent dépendre uniquement que de l'ordre des retards. Autrement dit la fonction d'auto covariance du processus X_t doit être indépendante du temps².

Un processus non stationnaire est un processus qui ne satisfait pas l'une ou l'autre de ces conditions. Ainsi, l'origine de la non stationnarité peut provenir d'une dépendance du moment d'ordre un (l'espérance) par rapport au temps et/ou d'une dépendance de la variance ou des autos covariances par rapport au temps. Selon la terminologie de NELSON et PLOSSER (1982) il existe deux types de non stationnarité : les processus TS (*Time Stationary*) et les processus DS (*Differency Stationary*).

Le processus TS (*Trend Stationary*) : Selon la terminologie proposée par Nelson et Plosser (1982), un processus TS peut s'écrire sous la forme $X_t = F(t) + Z_t$ où $F(t)$ est une fonction du temps et Z_t est processus stochastique stationnaire. Dans ce cas, le processus X_t s'écrit comme la somme d'une fonction déterministe du temps et d'une composante stochastique stationnaire, éventuellement de type ARMA. Dès lors, il est évident que le processus ne satisfait plus la définition de la stationnarité du second ordre. En effet on montre immédiatement que $E(X_t) = F(t) + Z$ où $Z = E(Z_t)$, dépend du temps, ce qui viole la seconde condition de la définition d'un processus stationnaire³.

Le processus DS (*Differency Stationary*) : On dit que le processus X_t est caractérisé par un non stationnarité stochastique ou le processus X_t est de type DS si on peut le rendre stationnaire par l'utilisation d'un filtre aux différences : $(1 - D)d X_t = \beta + \varepsilon$ ou ε_t est un processus stationnaire, β une constante réelle, D l'opérateur de décalage et d l'ordre du filtre aux différences. Ces processus sont souvent représentés en utilisant le filtre aux différences ($d = 1$). Le processus est dit alors processus du premier ordre. Il s'écrit⁴ :

²HURLIN, C, « Econométrie appliquer séries temporelle » disponible sur le site http://www.univ-orlean.fr/deg/master/ESA/CH/CoursSeriesTemp_chap1.Pdf.

³HURLIN C, « Econométrie appliquer séries temporelle », Op ci, p.7.

⁴BOURBONNAIS, R, (2009), « Econométrie », DUNOD, Paris, P.231.

$$(1 - D) X_t = \beta + \varepsilon_t \Leftrightarrow X_t = X_{t-1} + \beta + \varepsilon_t$$

L'introduction de la constante β dans le processus DS permet de définir deux processus différenciés : lorsque $\beta = 0$, le processus DS est sans dérive. Il s'écrit : $X_t = X_{t-1} + \varepsilon_t$. Comme ε_t est un bruit blanc, ce processus DS porte le nom de modèle de marche aléatoire. Pour rendre stationnaire la marche aléatoire, il suffit d'appliquer au processus le filtre aux différences premières : $X_t = X_{t-1} + \varepsilon_t \Leftrightarrow (1 - D) X_t = \varepsilon_t$. Lorsque $\beta \neq 0$: le processus porte alors le nom de processus DS avec dérive. Il s'écrit : $X_t = X_{t-1} + \beta + \varepsilon_t$. La stationnarité de ce processus est réalisée en utilisant le filtre à la différence première : $X_t = X_{t-1} + \beta + \varepsilon_t \Leftrightarrow (1 - D) X_t = \beta + \varepsilon_t$. Dans le processus DS, un choc à un instant donné se répercute à l'infini sur les valeurs futures, il est permanent et décroissant.

2.2.2. Le test de stationnarité

Les tests de Dickey-Fuller simple (1979) noté (DF) et Dickey-Fuller augmenté (1981) (ADF) ont été les plus utilisés pour tester la stationnarité d'une série temporelle. L'idée de base de ces tests, est de chercher s'il existe des racines unitaires, le mécanisme d'une telle recherche réside dans le test des trois modèles de base, à savoir :

- i. $\Delta X_t = \phi X_{t-1} + \varepsilon_t$ modèle (1) sans tendance et sans constante
- ii. $\Delta X_t = \phi X_{t-1} + C + \varepsilon_t$ modèle (2) sans tendance et avec constante
- iii. $\Delta X_t = \phi X_{t-1} + C + B_t + \varepsilon_t$ modèle (3) avec tendance et avec constante

Il s'agit de tester la nullité du paramètre (ϕ) , c'est-à-dire le coefficient de X_{t-1} . L'hypothèse nulle $H_0 : \phi = 0$, contre l'hypothèse alternative $H_1 : \phi < 0$. Si l'hypothèse nulle est rejetée, la série chronologique est stationnaire. Si H_0 est accepté la série doit être stationnarisée. Au premier lieu on teste le modèle (3) et en vérifiant la stationnarité c'est si pas stationnaire on passe au modèle (2) puis le modèle (1)⁵.

2.2.3. Le test de causalité de Granger

Le but ultime du test de causalité est de détecter les relations causales possibles entre les variables (économiques) introduites dans le modèle. Le test de causalité de Granger entre deux variables X, Y permet de connaître, si la connaissance du passé d'une variable améliore la prévision de l'autre. L'idée de base de ce test est d'accepter ou refuser l'hypothèse nulle

⁵HURLIN, C « économétrie appliquée séries temporelles », Op ci, p. 54.

notée « H_0 » selon laquelle, la variable x ne cause pas au sens de granger la variable Y . On accepte l'hypothèse « H_0 » si la probabilité est supérieure à 5%, on rejette « H_0 » dans le cas inverse et on accepte l'hypothèse alternative « H_1 » selon laquelle X cause au sens de granger Y ⁶.

2.3. Présentation du modèle : l'étude empirique

L'objectif premier de notre étude empirique est d'essayer d'identifier l'impact de la croissance économique sur la pauvreté en Algérie. Avant de passer à l'analyse et à l'estimation économétrique, il faut qu'on présente quelques notions théoriques sur le modèle à estimer et sur la méthode d'estimation. Le point de départ dans toute étude économétrique est la spécification du modèle. Cette spécification implique la détermination de la variable expliquée et des variables explicatives, les signes des paramètres et la forme mathématique du modèle⁷, c'est-à-dire l'équation à estimer. Le modèle, en générale, « *consiste en une présentation formalisée d'un phénomène sous forme d'équations dont les variables sont des grandeurs économiques* »⁸. A cet effet, nous estimerons l'impact de certaines variables sur l'IDE.

$$POV_t = F(POV_{t-1}, PIB_t, \mu_t)$$

Où, POV_t représente le niveau taux de la pauvreté à l'année " t ". Alors que, PIB_t représente la croissance économique, et μ_t est le terme d'erreur aléatoire variant dans le temps. Concernant notre modèle est le modèle VAR (modèle vectoriel autorégressif), dans ce modèle les variables sélectionnées ont tout le même statut, toutes les variables sont endogènes et on n'a pas besoin de décider les variables exogènes, ainsi la valeur d'une variable dépend de ces propres valeurs passées et des valeurs passées d'autres variables qui constituent le modèle. Ce modèle est un outil alternatif pour déterminer la transmission et la dynamique des chocs et leurs effets sur les variables économiques.

⁶CHARPENTIER, A, « Cours de série temporelle théorie et application », université Paris Dauphine sur le site <http://perso.univ-rennes1.fr/arthur.charpentier/TS2.Pdf> consulter le 30/04/2017. P.6.

⁷Le modèle est donc une présentation schématique et partielle d'une réalité naturellement plus complexe. Toute la difficulté de la modélisation consiste à ne retenir que la ou les représentations intéressantes pour le problème que le modélisateur cherche à expliquer. Ce choix dépend de la nature du problème, du type de décision ou l'étude à effectuer. La même réalité peut ainsi être formalisée de diverses manières en fonction des objectifs (BOURBONNAIS, R, (2009), *Op. Cit*, P. 2)

⁸BOURBONNAIS, R, (2009), *Op. Cit*, P.1.

Section 3 : Estimation et résultats : le modèle ARDL

La plupart des séries macroéconomiques sont non stationnaires, comme il a été cité précédemment. Pour vérifier cela sur les variables de ce modèle, nous avons appliqué les tests des racines unitaires de Dickey-Fuller augmenté présenté précédemment.

3.1. La stationnarité : Teste des racines unitaires

Avant d'effectuer le test des limites pour la cointégration pour le modèle ARDL, nous avons appliqué le test des racines unitaires pour nous assurer que les variables utilisées ne sont pas intégrées à l'ordre I(2) car le test F serait faussé si les variables sont stationnaires à la 2ème différence ; nous devons donc tester l'ordre d'intégration de chaque variable en utilisant le test ADF (Augmented Dickey Fuller) PP (Philips Perron) et le test KPSS (Kwiatkowski Phillips Schmidt Shio). Grâce à ces tests, nous savons si le modèle ARDL doit être utilisé ou non. Le tableau 1 présente les résultats des tests :

Tableau 1: Résultats du teste des Racines Unitaires

Variables	ADF			PP			KPSS		
	Niveau	première différence	Résultat	Niveau	première différence	Résultat	Niveau	première différence	Résultat
Pauvreté	-1,72	-6,15	I(1)	-1,72	-6,13	I(1)	0,16	0,08	I(1)
PIB	-8,41	/	I(0)	-8,16	/	I(0)	0,16	/	I(0)

Source : Réalisé par les auteurs

D'après le tableau (1), les résultats suggèrent que les séries de pauvreté et d'inégalité ne sont pas stationnaires au niveau des trois tests, mais qu'elles le sont aux premières différences, autrement dit la série de croissance est stationnaire au niveau de tous les tests, de sorte que nous avons un mélange de I(0) et I(1) et que nous pouvons donc appliquer une approche ARDL pour étudier une ou plusieurs relations à long terme entre les trois variables.

3.2. Résultat du modèle ARDL

Après avoir déterminé l'ordre d'intégration des variables, nous nous dirigeons vers la détermination de la relation de cointégration entre les variables. Cependant, avant cela, nous avons d'abord étudié la longueur optimale du décalage, nous avons sélectionés la longueur optimale du décalage sur la base du critère bayésien de Schwartz (SBC) et du critère d'Akaike

(AIC), nous suggérons que le modèle optimal est ARDL (1,0,2), un décalage pour la pauvreté, deux pour la croissance et aucun décalage pour l'inégalité, les résultats de notre estimations du modèle ARDL sont données dans le tableau 2.

Tableau 2. Résultats de l'estimation du modèle ARDL

Variabes	coefficient	t-Student	Prob
C	-4,13	1,99	0,04
PAU(-1)	0,41	1,8	0,1
PIB	-0,16	1,22	0,35
PIB(-1)	-0,33	2,12	0,02
PIB(-2)	-0,22	1,97	0,05
R-squared		0,77	

Source : Réalisé par les auteurs

Les résultats de l'estimation à court terme suggèrent que les résultats à long terme sont les mêmes à court terme, nous avons une relation négative entre les taux de croissance et les taux de pauvreté, et la valeur absolue du coefficient du terme de correction d'erreur indique qu'environ 68% du déséquilibre des taux de pauvreté est compensé par un ajustement à court terme chaque année, nous concluons que la croissance économique en Algérie est une croissance favorable à la réduction de la pauvreté qui (croissance qui conduit à une réduction significative de la pauvreté), mais d'autre part l'inégalité joue le rôle d'obstacle à cette relation entre pauvreté et croissance, Cependant, la croissance n'est pas suffisante pour réduire la pauvreté; elle est nécessaire, mais elle doit aussi s'accompagner de la mise en place de politiques de réduction des inégalités.

Conclusion

Dollar et Kraay (2000) suggèrent que le rôle de la croissance économique est crucial pour la réduction de la pauvreté, en raison de son rôle direct dans l'augmentation des revenus des pauvres et de leurs possibilités de profiter des fruits de la croissance, dans le domaine du développement ; elle doit accélérer la croissance pour atteindre l'objectif de développement international, qui est de réduire de moitié la proportion de pauvres dans le monde entre 1990 et 2015, mais l'augmentation de la croissance économique sans une petite diminution de l'indice d'inégalité peut freiner le rôle de la croissance dans la réduction de la pauvreté, Bourguignon (2003) a montré qu'un niveau élevé d'inégalité est associé à une réduction plus lente de la pauvreté pendant les épisodes de croissance positive.

Cette étude a examiné la relation entre la pauvreté, l'inégalité et la croissance économique en Algérie en utilisant une approche ARDL pour la période 1970-2013. Les résultats de la co-intégration suggèrent que la pauvreté, l'inégalité et la croissance sont co-intégrées, et qu'il existe une relation négative entre la croissance et la pauvreté et une relation positive entre la pauvreté et l'inégalité à long terme, et cette relation reste la même à court terme.

Ainsi, selon ce résultat, la croissance économique en Algérie contribue à réduire les taux de pauvreté à court et à long terme, mais l'inégalité est l'obstacle à cette réduction à tous les niveaux, elle est donc nécessaire mais elle doit aussi s'accompagner de la mise en place de politiques de réduction des inégalités.

Conclusion générale

Durant ce travail nous pouvons conclure que la croissance économique est un sujet d'intérêt depuis les économistes classiques comme Adam Smith. Le modèle néoclassique est considérée comme le premier modèle de croissance économique, le plus explicatif et déterminants du processus de la croissance. Il souligne que, seul le progrès technique responsable d'une croissance soutenu à long terme. Les modèles d'AK soulignent que la croissance repose sur les externalités des connaissances, alors que le modèle schumpétérien qualifie la croissance comme un processus de destruction créatrice sous l'effet de l'innovation. La diversification est l'un des traits descriptifs de la croissance économique où celle-ci est induite et amplifiée par la dialectique dynamique entre les acteurs du processus productif.

Les définitions des auteurs et des institutions fournies pour le concept de la pauvreté vont à des conceptions purement relatives ou absolues de la pauvreté, tandis que certaines d'entre elles (par exemple les approches monétaires pures) se prêtent plus naturellement que d'autres à l'adoption de ce que l'on appelle les seuils de pauvreté. En partant des approches classiques et néoclassiques, on peut affirmer que leurs principaux avantages résident dans l'emploi d'unités de mesure de la pauvreté (généralement monétaires) qui sont quantifiables et que les prescriptions politiques déduites de ces théories sont généralement précises, concises et mesurables et, par conséquent, plus faciles à mettre en pratique.

Dans notre étude empirique on peut souligner deux conclusions importantes se dégagent. Premièrement, la croissance économique et la redistribution peuvent toutes deux être utilisées pour réduire la pauvreté, et doivent donc être considérées comme des alternatives politiques dès le départ. Deuxièmement, la croissance économique réduira la pauvreté de revenu, à moins qu'elle ne s'accompagne d'une aggravation significative de la répartition des revenus. Une croissance neutre (pas de changement dans la distribution), ou une croissance qui n'aggrave que légèrement la distribution des revenus, augmentera les revenus des pauvres et réduira ainsi la pauvreté des effectifs.

Les résultats de notre étude empirique suggèrent que la pauvreté, l'inégalité et la croissance sont co-intégrées, et qu'il existe une relation négative entre la croissance et la pauvreté et une relation positive entre la pauvreté et l'inégalité à long terme, et cette relation reste la même à court terme. Ainsi, selon ce résultat, la croissance économique en Algérie contribue à réduire les taux de pauvreté à court et à long terme, mais l'inégalité est l'obstacle à

Conclusion générale

cette réduction à tous les niveaux, elle est donc nécessaire mais elle doit aussi s'accompagner de la mise en place de politiques de réduction des inégalités.

Références bibliographiques

Ouvrages :

- **AGHION. P & HOWITT P**, (2000) : « Théorie de la croissance endogène », Donud, Paris.
- **ARNOLD TOYNBEE**, (1934), “A Study of History”, Royal Institute of International Affairs and Oxford University Press, Vol. III, p. 321.
- **BARRO. R-J & SALA-I-MARTIN. X**, (2004) : “Economic Growth”, MIT, Cambridge, London, P. 71.
- **BOURBONNAIS, R**, (2009), «Econométrie», DUNOD, Paris, P.231.
- **BRÜCKNER. M & SCHWANDT. H**, (2013): “Income and Population Growth”, IZA Discussion Paper No. 7422, P. 24.
- **Capul .J.Y ,Garnire .O.**(2002) . « Dictionnaire de l'économie et de sciences sociale », édition hatier
- **CHARPENTIER, A**, « Cours de série temporelle théorie et application », université Paris Dauphine.
- **DEATON.A & DREZE. J**, (2002), “Poverty and inequality in India: A Re-Examination”, Economic and Political Weekly, September, 7, pp. 3729-3748.
- **DOMINIQUE. F. V** (2008), “Sustainable development: An Overview of Economic Proposals”, SAPIENS, 1.2, Vol. 1, N°2.
- **EASTERLIN . R. A.** (2013), “Happiness and Economic Growth: The Evidence”, Discussion Paper series, N° 7187.
- **Frankel. M**, (1962) : “The Production Function in Allocation and Growth: A Synthesis”, The American Economic Review, Vol. 52, No. 5 (Dec., 1962), P. 998.
- **HESTON, ALAN, ROBERT SUMMERS, AND BETTINA ATEN** (2002), “Penn World Table Version 6.1”. Center for International Comparisons at the University of Pennsylvania (CICUP), October
- **HURLIN C**, « Econométrie appliquer séries temporelle », Op ci, p.7.
- **HURLIN, C** « économétrie appliquer séries temporelle », Op ci, p. 54
- **JOSEPHE SCHUMPETER**, mais en particulier au travail de ROSTOW W. (1960), “The Stages of Economic Growth”, London, Cambridge University Press.
- **MANKIW, G.N**, (2013) : « Macroéconomie », De Boeck, Bruxelles, Belgique, P. 239.

Références bibliographiques

- **MANKIW, G.N**, (2013) : « Macroéconomie », De Boeck, Bruxelles, Belgique, P. 247.
- **MANKIW, G.N**, (2013) : « Macroéconomie », Op, Cit. P. 263.
- **MOUHOUBI, A**, (2012) : « La gestion de la rente des ressources naturelles épuisables dans la perspective du développement économique : Référence au cas des hydrocarbures en Algérie », thèse de Doctorat, Université de Béjaia, P. 59.
- **OLIVIER DE LA GRANDVILLE**, (2009), “Economic Growth: A unified approach”, Cambridge University Press, Nex York. P. 1.
- **PHILIPPE AGHION & PETER HOWITT** (2009), “The Economics of Growth”, MIT press, Cambridge, London, England.
- **RODRIK ET SUBRAMANIAN** (2004), “Why India Can Grow at 7 Percent a Year or More: Projections and Reflections”, IMF, Working Paper, WP/04/118.
- **Romer. P-M**, (1990) : “Endogenous Technological Change”, The Journal of Political Economy, Vol. 98, No. 5, Part 2: The Problem of Development: A Conference of the Institute for the Study of Free Enterprise Systems. (Oct., 1990), PP. S71-S102.
- **Schumpeter J-A**, (1942) : « Capitalisme, socialisme et démocratie », Chapitre 7, PP. 91-96. Macintosh, Chicoutimi, Québec.
- **Schumpeter J-A**, (1942) : Op, Cit, Chapitre 7, PP. 97-116.
- **Segerstrom. P. S**, (1990): “Innovation, Imitation and Economic Growth”, Econometrics and Economic Theory Paper No. 8818
- **Segerstrom. P. S.**, Anant. T. et Dinopoulos. E, (1990) : “A Shumpeterian Model of the Product Life Cycle”, American Economic Review, PP. 1077-1092
- **SOLOW, R. M**, (1956) : “A Contribution to the Theory of Economic Growth”, The Quarterly Journal of Economics, Vol. 70, N°1, P. 66.

Sites internet :

- <http://www.univ-orlean.fr>
- [www.ac bordeau.fr](http://www.ac-bordeaux.fr)
- www.lec.guv.fr
- www.PNUD.org
- <http://Wikipedia.org>
- <http://cerdi.org>
- <http://perso.univ-rennes1.fr>

Table des matières

TABLES DES MATIERES

Remerciements.....	I
Dédicaces.....	II
Sommaire.....	III
Introduction générale.....	01
Chapitre 1 : La croissance économique : définition, concepts de base et théorie.....	04
Introduction.....	04
Section 1 : La croissance économique : définitions et concepts.....	05
1.1 Bref historique.....	06
1.2 Pourquoi s'intéresser à la croissance ?.....	07
1.3. La croissance économique synonyme de bien-être.....	10
1.3.1. Comment mesurer la croissance économique ?.....	10
1.3.2. La croissance économique : de quantitatif au qualitatif.....	12
1.3.3. Limites de la croissance.....	14
Section 2 : Le Modèle de croissance exogène.....	15
2.1. Introduction au modèle néoclassique de Solow (1956).....	15
2.2. L'accumulation du capital et l'état stationnaire.....	15
2.3. Quel impact de la croissance démographique.....	18
2.4. Modèle de Solow avec progrès technologique.....	20
2.5. Les implications du modèle de Solow avec progrès technologique.....	22
Section 3 : Les modèles de croissance endogène.....	22
3.1. Première tentative de pensée sur la croissance endogène.....	23
3.1.1. Le modèle de Harrod-Domar, le premier modèle AK.....	23
3.1.2. Le modèle de Frankel-Romer.....	24
3.2. L'approche schumpétérienne de la croissance.....	25
3.2.1. Quelques éléments de base.....	25
3.2.2. Vers la modélisation de l'approche schumpétérienne de la croissance.....	27
3.2.3. Le modèle de base.....	28

Table des matières

3.2.4. Implications du modèle.....	29
Conclusion	29
Chapitre 2 : La pauvreté : Concepts et fondements théoriques.....	30
Introduction.....	30
Section 1 : Généralité sur la pauvreté : définitions et typologie.....	30
1. Définition	31
1.1. Définition classique.....	31
1.2. Définition contemporaine	32
1.3. Définition institutionnelle.....	34
1.4. Quelques concepts.....	36
1.4.1. La pauvreté absolue	36
1.4.2. La pauvreté relative.....	36
1.4.3. Seuil de pauvreté	36
1.4.4. La trappe de la pauvreté.....	37
Section 02 : la pauvreté ; typologie, polysémie et aspects	37
2-1. les types de la pauvreté.....	37
2.2. La polysémie du concept.....	38
2-2-1. Paupérisation	38
2-2-2. Marginalité	38
2-2-3. La nouvelle pauvreté	38
2-2-4. La précarité.....	38
2-2-5. L'exclusion.....	39
2-2-5-1. Les formes de l'exclusion	39
2-2-5-2. les caractéristique de l'exclusion.....	40
2-2-5-3 les inégalités.....	40
2-3. Les aspect de la pauvreté	42
Section 3 : Les indicateurs de pauvreté	42
3-1. l'indice de développement(IDH).....	42
3-2 l'indice de développement lié au Genre	43
3-3 L'indice de pauvreté humaine (IPH).....	43

Table des matières

3-4 L'indicateur de pénurie et de capacité (IPC).....	45
3-5 La courbe de Lorentz et l'indice de Gini.....	45
3-5-1.Lacourbe de Lorentz	45
3-5-2 L'indice de Gini.....	46
3-6.l'indice de Theil	46
3-7. L'indice de Sens.....	46
Section 4 : Théories économiques de la pauvreté	47
4.1. La théorie classique.....	48
4.2. La théorie béhavioriste ou de décision.....	48
4.3. La pauvreté par culture.....	49
4.4. La théorie néoclassique.....	50
4.4.1. L'approche monétaire.....	51
4.4.2. Rareté des actifs et risques financiers.....	51
4.4.3. Incitations et défaillance du marché.....	52
4.5. La théorie du capital humain.....	53
4.6. La théorie keynésienne.....	53
4.6.1. Flux des capitaux et biens publics.....	54
4.6.2. Politiques et perspectives macroéconomiques.....	55
4.6.3. Chômage et pauvreté.....	55
4.6.4. Autres facteurs macroéconomiques.....	56
4.6.4.1.L'inflation	56
4.6.4.2.La dette souveraine.....	57
4.6.4.3.Bulles du marché.....	57
4.7. La théorie marxiste	57
Conclusion	58
Chapitre 3 : Croissance et pauvreté en Algérie : Etude empirique	60
Introduction.....	60
Section 1 : Croissance économique et pauvreté revue de la littérature.....	61
1.5. Croissance, pauvreté et distribution des revenus.....	61
1.6. Croissance et inégalités des revenus	62
1.7. Croissance et pauvreté.....	65
Section 2 : Méthodologie de la régression.....	66
2.1. Description des données.....	66
2.2. La spécification du modèle économétrique : approche par les séries temporelles.....	67

Table des matières

2.2.1. La stationnarité des séries.....	67
2.2.2. Le test de stationnarité.....	69
2.2.3. Le test de causalité de Granger.....	70
2.3. Présentation du modèle : l'étude empirique	70
Section 3 : Estimation et résultats : le modèle ARDL.....	71
3.1. La stationnarité : Teste des racines unitaires.....	71
3.2. Résultat du modèle ARDL.....	72
Conclusion.....	72
Conclusion générale.....	74
Bibliographie.....	75
Table des matières.....	77

Résumé

Dans ce travail nous avons exploré les liens entre la pauvreté, et la croissance en Algérie pour la période 1970-2018, nous avons fait recours à l'approche ARDL pour étudier les relations entre la pauvreté telle que mesurée par la consommation par habitant et la croissance mesurée par le PIB par habitant, en utilisant des données provenant principalement de la banque mondiale, l'étude tente de répondre aux questions suivantes. Après un support théorique soumis à l'analyse, les résultats suggèrent que la pauvreté et la croissance sont co-intégrées, et nous avons constaté que la relation entre la pauvreté et la croissance est négative, soit à court terme, soit à long terme.

Mots clés : Croissance économique, Pauvreté, ARDL, économie algérienne.